



Observatoire
Afrique de l'**Est**
Enjeux politiques & sécuritaires

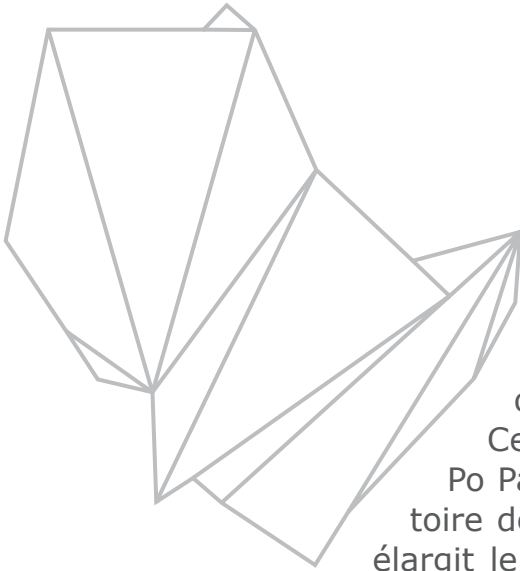
**L'ÉTHIOPIE D'ABIY AHMED ALI :
UNE DÉCOMPRESSION AUTORITAIRE**

JEANNE AISSERGE
CHERCHEURE INDÉPENDANTE
& **JEAN-NICOLAS BACH**
DIRECTEUR DU CEDEJ KHARTOUM (MEAE-CNRS, USR 3123)

NOTE **ANALYSE 7**
NOVEMBRE 2018



SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



L'Observatoire de l'Afrique de l'Est (2017-2010) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridique et Sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de Recherches Internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



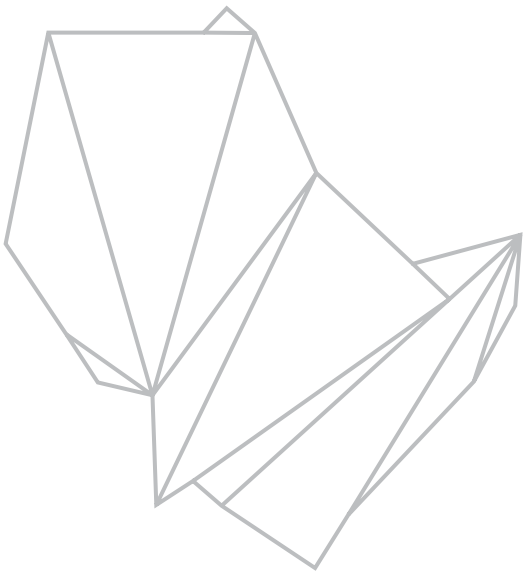
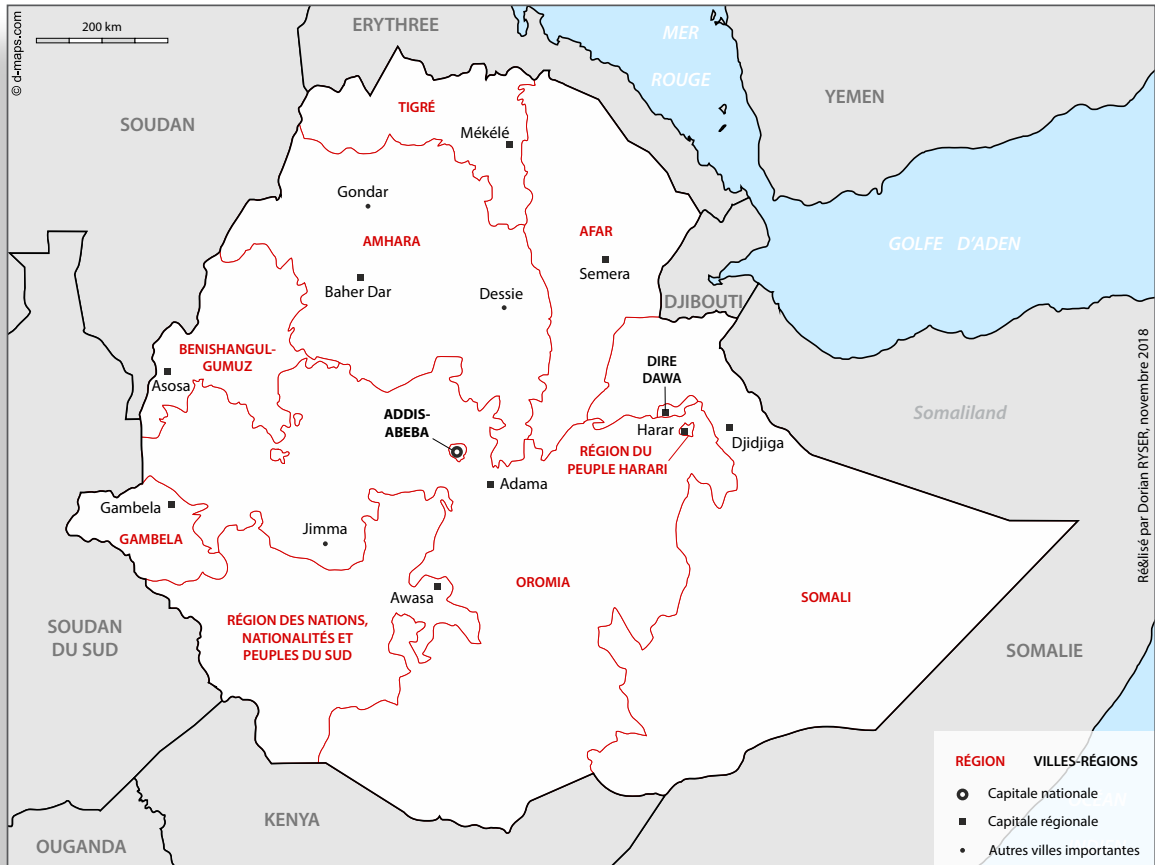


Table des matières

- 6. INTRODUCTION
- 10. L'APAISEMENT
POUR SORTIR DU CHAOS
- 23. DES MESURES POPULISTES
IMPROVISÉES POUR ASSURER
LA SURVIE DU RÉGIME ?
- 37. DES INCERTITUDES
CROISSANTES ET DES DÉFIS
DE TAILLE
- 47. CONCLUSION

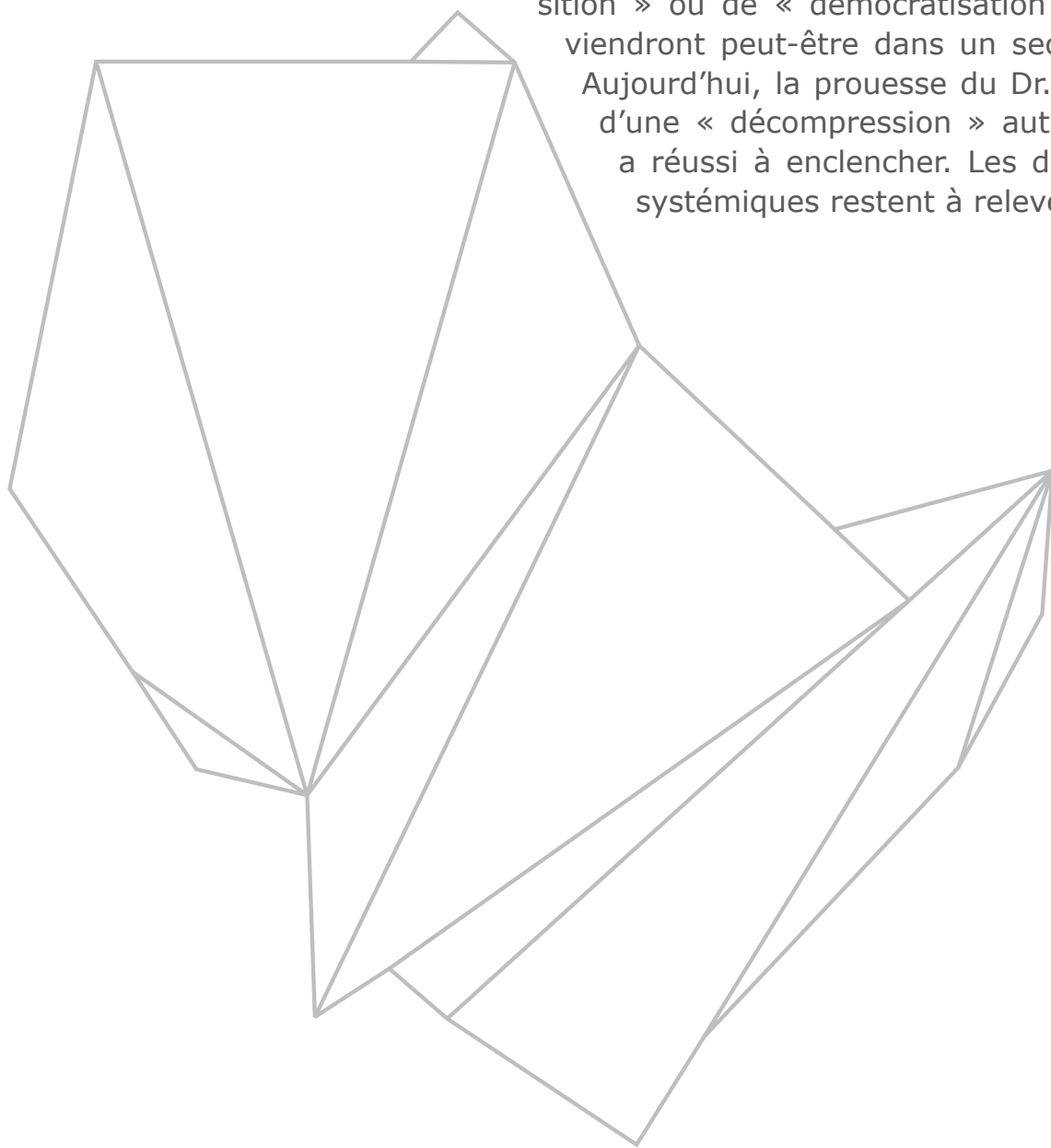
Régions et villes principales d'Éthiopie

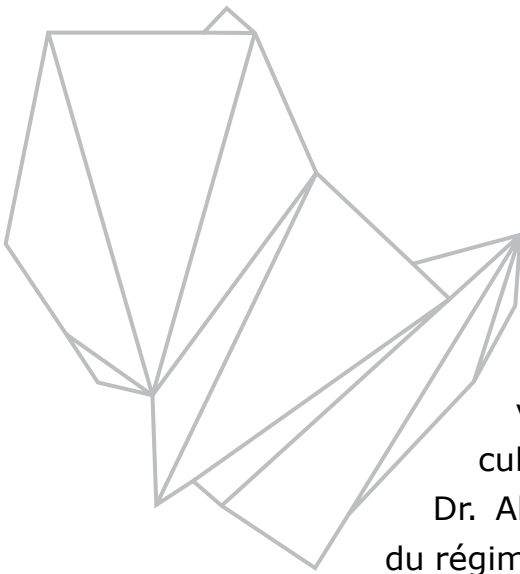


Résumé

Le régime éthiopien s'est enfoncé dans une crise politique profonde depuis 2014. Au bord du gouffre, l'élection d'Abiy Ahmed en tant que nouveau Premier ministre fin mars-début avril 2018 a conduit à un renversement de tendance inattendu et radical. Multipliant les signes d'ouverture et les appels à la paix en politique intérieure et extérieure, il apparaît aujourd'hui comme le sauveur qui a évité au pays de s'enfoncer dans le chaos. Pourtant, il s'agit précisément pour le nouveau Premier ministre d'assurer la survie du régime EPRDF, au moins dans un premier temps.

Il est encore trop tôt pour parler de « transition » ou de « démocratisation ». Celles-ci viendront peut-être dans un second temps. Aujourd'hui, la prouesse du Dr. Abiy relève d'une « décompression » autoritaire qu'il a réussi à enclencher. Les défis les plus systémiques restent à relever.





Introduction

L'Éthiopie nous montre une fois encore la vitesse à laquelle la situation politique peut basculer et les cartes être rebattues. L'élection du Dr. Ahmed Abiy comme troisième Premier ministre du régime en avril 2018 peut *a priori* rappeler les grands moments historiques de l'Éthiopie contemporaine. Certains commentateurs ont comparé les changements brutaux actuels aux mouvements populaires des années 1970, au coup d'État, à la chute de la monarchie d'Hailé Sélassié et à la mise en place progressive du régime militaire (1974-1991) ou à 1991, lorsque la junte militaire s'effondre dans la lutte armée face au Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF), conduit par le Front populaire de libération du Tigray (TPLF)¹ qui entend transformer le régime en imposant en 1995 un fédéralisme fondé sur les « Droits des nations, nationalités et peuples d'Éthiopie » (Constitution de 1995), souvent qualifié par commodité de langage « fédéralisme ethnique »².

A l'heure où le bloc soviétique s'effondre, le nouveau régime aux élites ancrées dans les mouvements étudiants de gauche des années 1970 construit et impose ce fédéralisme ethno-national fondé idéologiquement sur une version éthiopienne de la « démocratie révolutionnaire ». La guerre avec les mouvements érythréens prend fin et l'Érythrée acquiert son indépendance (1993). En Éthiopie, les nouveaux dirigeants de l'EPRDF reconstruisent l'économie

-
1. L'EPRDF est composé du Front populaire de libération du Tigray (Tigray People's Liberation Front, TPLF), du Mouvement national démocratique amhara (Amhara National Democratic Movement, ANDM), de l'Organisation démocratique du peuple oromo (Oromo People's Democratic Organisation, OPDO) et du Mouvement démocratique des peuples du Sud de l'Éthiopie (Southern Ethiopia Peoples' Democratic Movement, SEPDM). Le TPLF, initiateur du Front, contrôlait historiquement les principaux instruments du pouvoir dont la sécurité, l'armée et les services de renseignements. L'OPDO et l'ANDM ont été rebaptisés respectivement Oromo Democratic Party et Amhara Democratic Party en septembre 2018.
 2. Sur le fédéralisme éthiopien, on lira notamment Cédric Barnes et Thomas Osmond, « Éthiopie : le fédéralisme en question », *Politique africaine*, n° 99, 2005, pp. 6-96, S. Pausewang, K. Tronvoll et L. Aalen, *Ethiopia Since the Derg*, Londres, Zed Books, 2002 ; W. James, D. L. Donham, E. Kurimoto et A. Triulzi (dir.), *Remapping Ethiopia. Socialism and After*, Oxford, James Currey, 2002 ; S. Vaughan et K. Tronvoll, *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*, Stockholm, Sida Studies, 2003 ; D. Turton (dir.), *Ethnic Federalism : the Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, Oxford/Athens/Addis Abeba, James Currey/ Ohio University Press/Addis-Ababa University Press, 2006. Et plus récemment, T. Hagmann et J. Abbink (dir.), « Twenty Years of Revolutionary Democratic Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, Vol. 5, n° 4, 2011.

du pays, tout en conservant une prétention hégémonique dans la Corne de l'Afrique. C'est surtout à partir des années 2010 que le régime parvient à faire décoller son économie par la mise en œuvre de nouveaux plans quinquennaux qui entendent réaliser le *democratic developmental state* à l'éthiopienne, dessiné de la main de Mélès Zénawi (Premier ministre de 1995 à sa mort en 2012) et s'inspirant explicitement des « dragons » asiatiques.

Mais ces bouleversements montrent aussi que si le jargon change, les pratiques politiques, la conception du pouvoir et les ambitions demeurent : travailler au rétablissement du pays, certes, mais utiliser tous les moyens disponibles pour se maintenir au pouvoir, quitte à utiliser la force contre sa propre population et les opposants politiques. Le régime reste ainsi marqué par une succession d'épisodes violents depuis 1991, à plus ou moins grande échelle, et de façon plus ou moins visible. Cette violence s'exprime de façons diverses, mais aussi physique : reprise du conflit dès 1992 face à l'Oromo Liberation Front, allié dans la guerre contre le Derg mais qui reprend les armes contre l'EPRDF accusé de monopoliser la transition (1991-1995) ; enfermements répétés d'opposants au fédéralisme ethno-national ; répressions régulières des manifestations ; emprisonnements arbitraires. Les élections de 2005 laissent un souvenir particulier de cette violence d'État, où quelques 200 personnes perdent la vie, parfois abattues par des tireurs d'élite, alors que des milliers d'opposants, sympathisants ou simplement malchanceux sont emprisonnés plusieurs mois, voire plusieurs années. De nouveaux groupes politiques armés entreprennent alors la lutte depuis l'étranger, comme le mouvement Ginbot 7, fondé par Berhanu Nega, élu maire de la capitale en 2005, bien qu'il n'ait jamais exercé son mandat à la suite de la disqualification de son élection dans le cadre de la répression postélectorale menée par le pouvoir³. La violence d'État demeure le plus souvent invisible à l'étranger, hormis pour les observateurs avertis, et les condamnations internationales se font du bout des lèvres, timidement. Il faut dire que l'Éthiopie est entre-temps devenue un partenaire privilégié dans la lutte internationale contre le terrorisme, notamment sur le front somalien.

Depuis 2014, et particulièrement depuis l'automne 2015, les violences ont néanmoins pris une ampleur inattendue et, par certains aspects, inédite, qui ont fait s'enfoncer le régime dans une crise durable et fait craindre des violences incontrôlables. Le régime incapable de briser le cercle vicieux de la vio-

3. Voir l'interview de Berhanu Nega publiée en ligne sur le site d'Addis Standard le 7 septembre 2018 (<https://addisstandard.com/the-interview-every-society-has-to-have-some-kind-of-moral-compass-to-exist-our-moral-compass-has-been-lost-berhanu-nega/>).

lence auquel il a lui-même contribué, s'est également trouvé dans l'incapacité à régler les tensions internes de l'EPRDF, ce qui a conduit à la démission du Premier ministre Hailemariam Desalegn en février 2018⁴. Il faut attendre plusieurs semaines pour que le Conseil du EPRDF élise son nouveau président, le 27 mars : le Dr. Abiy Ahmed. Nouveau chef de file de l'OPDO, le troisième Premier ministre âgé aujourd'hui de 42 ans est investi officiellement le 2 avril au Parlement. Il est réélu à la tête du EPRDF à la quasi-unanimité à l'issue du Congrès du Front en octobre 2018. Le régime a tenu bon alors que les gestes d'ouverture et d'apaisement se sont succédés depuis avril : libération de prisonniers politiques, levée de l'état d'urgence, décriminalisation des opposants politiques, rapprochement historique avec l'Érythrée, annonces d'une ouverture économique. Tous les commentateurs et diplomates semblent tomber sous le charme du nouveau leader, dont la stratégie nouvelle pour l'Éthiopie est fondée sur une communication efficace et rapide, liée à une situation exceptionnelle qui reste d'ailleurs extrêmement fluide.

Cette Note invite à chercher les permanences au-delà des discours et des ruptures apparentes. En effet, plutôt que de voir dans les événements récents un tournant historique, nous proposons une interprétation plus prudente : par ces « réformes », Abiy Ahmed entend avant tout sauver un régime au bord du gouffre par de nouveaux moyens, une nouvelle communication, les signes d'apaisement reflétant précisément le sauvetage plutôt que la transformation en profondeur du régime. Comme nous avons parlé de « resserrement autoritaire » sur la décennie 2005-2010⁵, on peut dire aujourd'hui que le régime est entré tout au plus dans une période de desserrement, ou décompression autoritaire⁶, sous l'effet de facteurs à la fois internes et externes⁷. Il s'agit ainsi d'éviter de retomber dans le piège des qualifications hâtives, comme celui de la « démocratisation » qui avait prévalu au début des années 1990. Il est en effet bien trop tôt pour parler de démocratisation comme on peut le lire ici ou là. La démocratisation se pratique, elle ne peut seulement s'annoncer. Des réformes profondes et concrètes restent à mettre en œuvre, pour les-

4. Hailemariam Desalegn occupait le poste de président de l'EPRDF et de Premier ministre depuis la mort de Méléts Zénawi en 2012. Il était ainsi le deuxième chef de l'exécutif du régime depuis 1995.

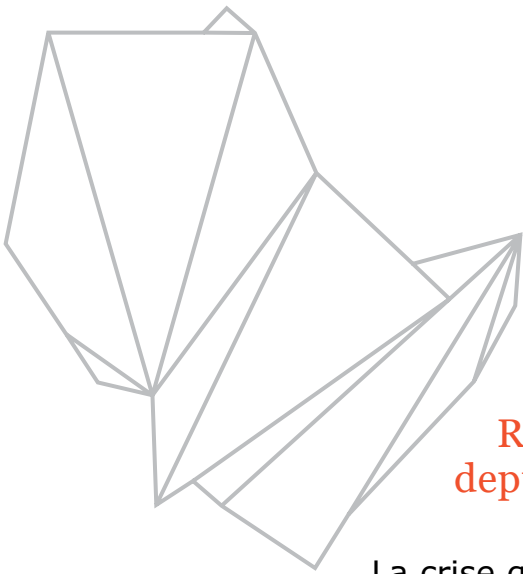
5. Voir notamment Jean-Nicolas Bach, « L'Éthiopie après Meles Zenawi : l'autoritarisme ethnique à bout de souffle ? », introduction au dossier L'Éthiopie après Meles, *Politique africaine*, n°142, juin 2016, pp 5-29.

6. Nous empruntons le terme à Jean-François Bayart, « La problématique de la démocratie en Afrique noire : « La Baule, et puis après ? », *Politique africaine*, n°43, octobre 1991, pp. 5-20.

7. On se situe ainsi dans la littérature critique de la transitologie en considérant que les ouvertures politiques du début des années 1990 n'étaient pas des démocratisations, mais des desserrements autoritaires. Les régimes privés de soutien extérieur à la suite de l'effondrement du bloc soviétique réalisèrent des concessions en politique internes, puis réinstaurèrent un régime répressif dès qu'ils en eurent à nouveau les moyens. On lira sur ce point Steven Levitsky & Lucan Way, "The Myth of Democratic Recession", *Journal of Democracy*, Vol. 26, n°1, January 2015, pp. 45-58.

quelles les élections de 2020 représentent un test inédit si ce desserrement conduit à une nouvelle forme de compétition électorale, au-delà du populisme qui se dessine d'ores et déjà.

On reviendra ici sur les aspects inédits de la situation et les signes d'ouverture politique indéniables pour tenter d'apaiser la situation, à l'intérieur et à l'extérieur du pays (1). On peut raisonnablement penser que ces « gestes » ne représentent pas encore des réformes de fond du régime autoritaire et visent surtout à sauver le régime, quitte à user de mises en scène populistes (2). Enfin, nous reviendrons sur les défis les plus profonds auxquels le pays est confronté (3).



L'apaisement pour sortir du chaos

Rappel sur une situation de crise inédite depuis 1991

La crise qui frappe l'Éthiopie depuis 2014 est sans doute l'une des plus graves auxquelles le gouvernement ait dû faire face depuis 1991. L'un des principaux éléments déclencheurs remonte au printemps 2014, lorsque l'administration de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, lance officiellement un plan d'extension urbain visant à répondre à l'accroissement industriel et humain de la ville. Mais la Capitale-région du régime fédéral se trouve enclavée au sein d'une autre région fédérée, la Région Oromo, si bien que toute extension de la ville implique un empiétement sur le territoire Oromo qui l'entoure. Cette extension, sans doute nécessaire au vu de l'accroissement de la capitale, s'est transformée en conflit ouvert qui s'est propagé à travers le pays ces dernières années pour au moins deux raisons majeures : la première est relative aux tensions politiques pré-existantes, notamment autour des questions foncières, socio-économiques et identitaires ; la seconde relève des modes de réaction violents des services de sécurité, le gouvernement participant ainsi à la mise en place d'un cercle vicieux de la violence. En effet, l'absence de négociations et la volonté d'imposer les réformes d'en haut explique en partie les résistances sur le terrain, mais aussi à l'intérieur des branches Oromo et Amhara du Front au pouvoir, respectivement l'OPDO et l'ANDM.

Le terreau était en effet favorable à l'explosion de violences jusque-là relativement contenues et émergeant de façon sporadique, plusieurs signes laissant pressentir une telle explosion, notamment dans les régions Oromo, et ce avant même 2014. Sans entrer ici dans une description exhaustive, notons les tensions de 2003-2004 autour du déplacement de la capitale administrative de la Région-État Oromo, d'Addis-Abeba à Adama (Nazaret), ville située à une centaine de kilomètres de la capitale. Après plusieurs manifestations contre ce qui est interprété comme une marginalisation politique des Oromo,

le gouvernement de Mélès Zénawi décide de maintenir le siège de la région à Addis-Abeba, siège qui devra d'ailleurs accueillir un centre culturel destiné à promouvoir l'identité du peuple Oromo, « nation » majoritaire (35%) du pays. Mais de telles mesures ne parviennent pas à apaiser les mécontentements et le sentiment de marginalisation vécu comme historique et ancré dans la longue histoire éthiopienne, bien au-delà du régime ethno-fédéral⁸. Une marginalisation que le régime et ses modes de fonctionnement ne sont pas parvenus à remettre en cause depuis 1991. Ce sentiment (que l'on retrouve dans de nombreuses régions) de ne pas bénéficier des fruits du développement semble même s'être accentué, particulièrement depuis les promesses déçues du *developmental state* cette dernière décennie. Nombre de mécontentements s'expriment contre les expropriations, la corruption et les mauvaises pratiques de l'administration OPDO dans la région.

Les violences débutent au printemps 2014 et se concentrent d'abord dans quelques universités (Ambo, Haramaya, Nekemte), faisant plusieurs victimes parmi les étudiants. La perspective des élections de mai 2015 pousse le gouvernement à suspendre le projet qui est repris dès l'automne. Le conflit prend cette fois une dimension plus large à partir de novembre 2015 à la suite de des manifestations qui dégénèrent dans la ville de Guinchi, faisant plusieurs dizaines de morts et entraînant les régions alentour dans un cycle plus large de violences. Les protestations qui prennent le nom d'*Oromo protest* se poursuivent, sont relayées (parfois incitées) par la diaspora oromo tout au long de l'année 2016 et atteignent leur paroxysme en octobre 2016 à la suite de l'événement tragique advenu lors de la célébration de l'*Irreecha*, fête annuelle oromo célébrée à côté de la ville de Bishoftu à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Un mouvement de foule provoqué par les forces de l'ordre fait des dizaines de morts et entraînent des actions populaires plus ou moins organisées visant à détruire les entreprises affiliées au gouvernement ou étrangères. L'état d'urgence est proclamé le 9 novembre 2016.

Les provinces oromo ne sont pas les seules touchées par ce cycle de violences. En Région Amhara également, les tensions répétées et sporadiques prennent une dimension plus large en 2016. Celles-ci découlent aussi d'une succession d'événements à l'origine de profonds mécontentements. Notons par exemple les rumeurs répétées de cessation de terres frontalières de la région Amhara au Soudan voisin, rumeurs allègrement relayées sur les réseaux sociaux,

8. Voir notamment les articles de Jan Hultin, "Perceiving Oromo. « Galla » in the Great Narrative of Ethiopia" et Thomas Zitelmann, "Re-Examining the Galla/Oromo Relationship. The Stranger as a Structural Topic", dans P. Baxter, J. Hultin & A. Triulzi (eds.), 1996, *Being and Becoming Oromo. Historical and Anthropological Enquiries*, Lawrenceville (NJ), The Red Sea Press, pp.81-91 et pp.103-113.

notamment par les groupes d'opposition ancrés dans la région Amhara (comme les partis Meihad ou Semayawi) et la diaspora basée aux États-Unis. Les mécontentements s'articulent aussi autour du sort des Amhara d'autres provinces (Gambella, Benishangul) présentés comme harcelés et déplacés de force par les gouvernements des régions qui seraient « manipulés » par les Tigrayens au pouvoir. Ici, les mêmes opposants interrogés sur les chaînes de télévision de la diaspora comme ESAT (chaîne d'opposition Amhara basée à Washington) n'hésitent pas à dénoncer le « génocide » perpétré par le gouvernement envers les Amhara. La question du rattachement de la région industrielle du Wolqayt à la région Tigray, a également suscité des manifestations et des réactions violentes autour de Gondar ces dernières années. Les forces de l'ordre sont accusées d'avoir agi violemment à plusieurs reprises, avec l'appui de milices locales. Enfin, une autre question politico-identitaire non résolue concerne la reconnaissance d'une zone⁹ Qemant, dont les partisans se sont heurtés, une fois encore, aux réactions violentes des autorités. La multiplication des violences dans les deux régions, et plus largement à l'échelle du pays (Région Afar, Régions Somali entre groupes Somali et Oromo et particulièrement à la frontière kényane autour de Moyale), a déjà fait l'objet de commentaires détaillés¹⁰. Il n'est en revanche pas inutile de revenir sur les enseignements à en tirer.

Tout d'abord sur les ressorts des violences, qui relèvent des enjeux fonciers et identitaires que ni le fédéralisme ethno-national ni le *developmental state* ne sont parvenus à résoudre en 27 ans de règne de l'EPRDF. Au contraire, il n'est pas dénué de sens de penser que l'évolution du régime fédéral a entretenu et parfois transformé ces tensions politico-identitaires en conditionnant l'accès aux ressources de l'État à une reconnaissance ethnique, ancrée territorialement, et en manipulant cette forme de représentation à des fins politiques. Méfions-nous cependant d'une lecture ethnique des conflits qui risquerait de nous entraîner sur une mauvaise piste. Le mouvement d'ampleur qui touche la Région Oromo a certes pris le nom d'*Oromo protest*, mais les manifestants, ici comme ailleurs, protestent d'abord contre le chômage, les injustices concernant l'accès au foncier, au crédit, ou la corruption aux cris de *leba !* (« voleurs ! ») lancés aux membres du gouvernement lors des manifestations.

9. Entité administrative entre le *woreda* et les *qebele* au plus local.

10. Pour une description plus détaillée on lira par exemple Jeanne Aisserge, « Dynamiques des mobilisations en Éthiopie depuis les élections de 2015 », Observatoire de l'Afrique de l'Est, Note n°2, août 2017 ; et Mehdi Labzaé et Sabine Planel, « La République fédérale démocratique en marche : crise politique, état de grâce, et avancée néolibérale en Éthiopie », à paraître dans *Politique africaine*, Octobre 2018.

Cette crise renseigne sur l'incapacité du gouvernement à juguler un cycle de violences qui semble lui échapper. Les réactions coercitives, souvent sous l'effet de la panique de la part de forces de l'ordre dépassées par la situation face aux mouvements de foule, montrent non seulement que les services de renseignement n'étaient pas très efficaces, mais surtout que la réponse par la force ne suffit plus à une telle échelle de mécontentements. Les réponses jusque-là rapides, violentes et ponctuelles du régime face aux mouvements de contestation (en ville ou à la campagne) étaient « efficaces » dans la mesure où ces violences demeuraient concentrées géographiquement. A cela s'ajoute une situation de sclérose interne à l'EPRDF depuis la mort de Mélès Zénawi en 2012, les « anciens » tentant de se maintenir à la tête du Front au pouvoir. Cette sclérose se ressent dans les arrestations surprenantes de nombreux leaders politiques d'opposition modérés (par exemple Merera Gudina qui comme de nombreux autres, passera près d'un an en prison), les descentes de polices extrêmement violentes sur les campus universitaires, et les milliers (on parle de dizaines de milliers) d'arrestations de supposés sympathisants entassés dans des camps militaires dans les campagnes.

Notons enfin un événement politique peut-être moins visible, mais qui a sans doute joué un rôle non négligeable dans le déroulement de la crise et l'arrivée d'Abiy Ahmed aux commandes de l'EPRDF. Au fil des mois de manifestations et alors que s'installe durablement l'état d'urgence, les voix se multiplient appelant à une alliance historique entre groupes Amhara et Oromo. Émanant largement de la diaspora, cet appel se matérialise en juillet 2016 par le rapprochement formel entre deux chaînes d'information en ligne basées aux États-Unis et jadis concurrentes : *Oromo Media Network* (OMN), fondé par des journalistes et universitaires oromo opposés au Derg, puis dirigé depuis avril 2015 par Jawar Mohammed, et *Ethiopian Satellite Radio and Television* (ESAT), proche de *Ginbot 7* et des milieux intellectuels amhara. En Éthiopie, cet appel peine cependant à se concrétiser, malgré l'organisation à partir d'août 2016 de manifestations de solidarité en Région Amhara pour dénoncer les violences en Région Oromo¹¹. L'histoire politique montre en effet les difficultés des principaux représentants politiques oromo et amhara à s'allier durablement, en raison de clivages moins ethniques qu'idéologiques entre le modèle ethno-national fédéral privilégié par les premiers et celui multinational unitaire préféré par les seconds. Fortement instrumentalisés par l'EPRDF afin d'endiguer une conjonction formelle des mouvements populaires risquant

11. Voir l'article de Jill Craig pour *Voice of America*, intitulé "Ethiopia: Protests Highlight Growing Solidarity Between Oromia, Amhara Region", publié en ligne le 10 août 2016 (<https://www.voanews.com/a/ethiopia-protests-oromia-amhara-regions/3457240.html>) et Jeanne Aisserge, *op.cit.*, p.12.

de précipiter sa chute, ces clivages masquent cependant des réalités plus nuancées et des porosités multiples depuis plus d'une décennie¹².

Cette crise a montré les limites et les effets pervers du projet politique global de l'EPRDF. La suppression et la répression des forces politiques ou de société civile qui auraient pu jouer un rôle d'intermédiaire entre ces mouvements populaires et le gouvernement conduisent à un affrontement direct et violent entre forces de l'ordre et manifestants. C'est donc non seulement les modes de gouvernance qu'il s'agit de changer, mais aussi un projet politique teinté de messianisme et ancré dans la culture élitiste de l'EPRDF (*vanguard party*). En effet, depuis son arrivée au pouvoir en 1991, l'EPRDF s'est attaché à une application systématique de ses programmes définis dans les années 1980, consistant à reconstruire le pays et pour cela à conserver le pouvoir en utilisant tous les moyens disponibles. Jamais il n'a été question d'envisager une quelconque alternance politique, et encore moins de la préparer, laissant un vide face au parti hégémonique. Ce dernier, appuyé sur ses quelques sept millions de membres, finit par tanguer sous son propre poids : ses composantes s'effritent, la branche Amhara (ANDM) semble lui échapper, tout comme la branche Oromo (OPDO), le cœur Tigray (TPLF) de l'EPRDF aux manettes économiques et sécuritaires devenant de moins en moins fréquentable au fur et à mesure que le régime s'enfonce dans l'état d'urgence.

Au début de l'année 2018, le système semble au bord du gouffre et plus que jamais, la question de l'explosion de l'EPRDF se pose¹³. On craint l'effondrement du régime, les mouvements migratoires d'une population dépassant désormais les 100 millions d'habitants et la déstabilisation de toute une région dans laquelle l'Éthiopie joue un rôle pivot. La démission d'Hailemariam Desalegn le 16 février 2018, une première dans l'histoire de l'Éthiopie contemporaine et de ce régime, ne fait qu'illustrer la sclérose de l'EPRDF face à une situation intenable. Le nouveau Premier ministre, élu le 27 mars, se met au travail immédiatement : il s'agit d'apaiser la situation pour sauver le régime et retrouver une influence régionale forte.

12. Comme le rappelle Berhanu Nega dans l'interview publiée en ligne par *Addis Standard* le 7 septembre 2018 : "as any ethnic political camp has divisions on variety of issues, the so-called Ethiopian unity camp also has the same divisions." (<https://addisstandard.com/the-interview-every-society-has-to-have-some-kind-of-moral-compass-to-exist-our-moral-compass-has-been-lost-berhanu-nega/>). De plus, en amont des clivages ethniques et idéologiques nationaux, ces deux camps se retrouvent d'abord et depuis longtemps sur leur opposition commune au régime de l'EPRDF en matière de justice sociale et de décentralisation, comme l'ont illustré les logiques de vote lors des élections de 2005 (voir le dossier « Éthiopie : le fédéralisme en question » du volume 99 de *Politique Africaine*) ou les solidarités régionales contre l'imposition d'un Islam d'état basé sur la doctrine *al-Ahbash* en 2011 (voir http://www.bilaltube.com/articles/read-the-ahbashism-campaign-in-ethiopia-and-the-resistance-of-the-muslim-people_143.html).

13. Voir Hassen Hussein, "Ethiopia: Is OPDO the New Opposition Party? An Appraisal", 11 November 2017, <https://www.opride.com/2017/11/11/ethiopia-is-opdo-the-new-opposition-party-an-appraisal/>.

L'apaisement politique

Immédiatement après son élection à la tête de l'exécutif, le nouveau Premier ministre Abiy Ahmed entame une tournée nationale et internationale. Celles-ci sont révélatrices d'une volonté d'apaisement politique à l'intérieur et à l'extérieur. Mais il ne faut pas s'y tromper : il s'agit moins de réformer que de reprendre la main afin que l'EPRDF redevienne un acteur légitime, en politique intérieure comme à l'échelle de la Corne de l'Afrique.

En Éthiopie, il est toujours extrêmement difficile d'interpréter les événements internes à l'EPRDF, l'opacité faisant partie de l'ADN politique de l'organisation. On peut néanmoins essayer de tirer trois leçons immédiates de l'élection d'Abiy comme *chairman* du Conseil de l'EPRDF le 27 mars 2018. *Primo*, l'élection de ce chef de file de l'OPDO avec 108 voix sur 169 montre d'abord, pour ceux qui en doutaient, que la vie politique éthiopienne ne se joue pas sur une partition ethnique mais bien politique et partisane. *Secundo*, lié à cette première observation, soulignons le retrait de la candidature du candidat ANDM, Demeke Mekonnen, au profit du candidat Abiy Ahmed. On peut y voir un certain pragmatisme (qui n'a pas fonctionné du côté des oppositions), à savoir une alliance de circonstance entre groupes amhara et oromo afin de contrer le parti du sud SPDM (son leader Shiferaw Shigute obtient 59 voix), et surtout le TPLF (son candidat Debretsion Gebremichael n'obtient que 2 voix)¹⁴. *Tertio*, cette élection consacre bien la marginalisation du TPLF au sein de l'EPRDF et elle est, en ce sens, un véritable événement politique. Confirmant cette tendance, Abiy Ahmed est réélu, sans surprise, à la quasi-unanimité des voix au Congrès de l'EPRDF en octobre 2018. Les trois plus hautes fonctions de l'État sont désormais occupées par des Oromo : le président de la République selon la tradition, Mulatu Teshome, et la Porte Parole de la Chambre des représentants du Parlement fédéral, Muferiyat Kamil, élue en avril¹⁵.

Pratiquement du jour au lendemain, le nouveau gouvernement semble briser le cercle vicieux de la violence et suscite d'immenses espoirs. A travers des interventions habiles mais aussi des annonces et des mesures concrètes, Abiy rétablit la confiance, et acquiert une popularité improbable à tous égards pour

14. On se souvient du soutien apporté par l'ANDM à Mélès Zénawi lors de la crise interne à l'EPRDF en 2001, et la déception qui avait suivi au sein de l'ANDM qui n'obtiendra pas les rétributions attendues.

15. Muferiyat Kamil a quitté ce poste suite au remaniement gouvernemental du 16 octobre 2018 et à sa nomination à la tête du nouveau ministère de la Paix (dont les prérogatives élargies incluent la supervision des services de sécurité et de renseignement, de la Federal Police Commission, du Finance Security and Information Centre et des Federal and Pastoralist Development Affairs). Elle a été remplacée par Tagesse Chaffo au poste de Speaker of the Federal House of People's Representatives.

un membre de l'EPRDF. On peut situer cette rupture dans le discours d'investiture du nouveau Premier ministre au Parlement, le 2 avril 2018, lors duquel apparaissent les lignes qui structureront ses discours suivants : l'amour, la justice, la paix, l'unité, le respect des opposants et la démocratie :

« Le peuple demande des agents neutres et non politisés qui s'en tiennent à la loi et protègent les citoyens. Nous devons tous être jugés avec les mêmes lois de façon à ce que ces dernières protègent la dignité humaine de chacun. C'est en acceptant cela que nous pourrions trouver des réponses aux lacunes de notre système judiciaire en proposant des réformes qui permettraient à la démocratie de se développer dans notre pays, de manière à ce que la liberté et la justice règnent et à ce que la primauté de la loi sur le reste devienne une réalité. La justice est la base de la paix. Paix ne signifie pas seulement absence de conflit ; la paix c'est l'unité indivisible qui est bâtie sur la compréhension que nous avons les uns des autres ; la paix c'est la confiance que nous avons les uns envers les autres ; la paix c'est le voyage vers l'unité que nous avons entamé jusqu'à ce jour ; la paix c'est le chemin qui nous mène à la résolution des conflits et des désaccords de façon civilisée » (traduction de l'amharique par Chloé Darmon).

Abiy n'oublie pas de placer les Oromo au centre de son discours sur la démocratie éthiopienne dans son ensemble, faisant référence au système *Gadaa* et s'appropriant ainsi le discours des nationalistes partisans d'une République oromo fondée sur ce système traditionnel, système rappelons-le, largement idéalisé¹⁶ :

« Nous, les Éthiopiens, avons besoin de démocratie et de liberté, nous les méritons aussi. La démocratie ne nous est pas inconnue. Alors que la démocratie était étrangère à de nombreux peuples et de nombreux pays, nous vivions gouvernés par le système du *Gadaa*, étant ainsi un exemple pour le monde. Nous croyons qu'il est aujourd'hui plus essentiel pour nous que pour n'importe quel autre pays de construire une démocratie » (*Ibid.*).

16. Voir par exemple Marco Bassi, 1996, "Power's Ambiguity or the Political Significance of *Gada'*", in P. Baxter, J. Hultin and A. Triulzi (eds.), *Being and Becoming Oromo. Historical and Anthropological Enquiries*, Lawrenceville (NJ), The Red Sea Press, pp.150-161. Bassi relève notamment des éléments clés que la réactivation du *Gaada* prônée par l'administration du Premier ministre Abiy Ahmed semble oublier : "Perhaps, the true problem is not the application of the *gada* principles to the emerging unitary, stratified and specialized Oromo nation, but the construction of a polity compatible with the old and still operative political practices (...), the political power of (this) institutional leadership (being) limited (...) by an absence of delegation of executive power." (p.160)

Il crée par ailleurs la surprise en mentionnant à plusieurs reprises l'importance de l'unité et de son ciment nationaliste, l'éthiopianisme (*Itiyo piawinet*) si cher aux opposants du fédéralisme ethno-national. En reprenant le vocable des opposants et en prônant l'unité de l'Éthiopie, Abiy lance un signal fort envers les nationalistes éthiopiens et dénonce indirectement les mouvements qui seraient tentés de jouer la carte du séparatisme ou les manipulations ethniques. Il lance plus largement un appel au retour et à la normalisation de la vie politique visant à décriminaliser les opposants politiques :

« Les partis politiques autres que l'EPRDF seront dorénavant considérés non plus comme des opposants ou des ennemis mais comme d'estimables concurrents, comme des frères qui proposent des idées différentes et aiment leur pays, comme une partie de la population à part entière. Comme le gouvernement souhaite vraiment que les partis politiques d'opposition soient libres de leurs actions et puissent participer de façon juste et constructive, j'en appelle aux dirigeants des partis d'opposition qui se battent de diverses façons en vue de la paix et de la justice et leur demande de mettre de côté les idées qui vont à l'encontre de la diffusion de l'unité et de la paix et des intérêts nationaux communs, au nom de la bonne intelligence, de l'amour de notre pays et du principe d'échange, de façon à ce que nous puissions créer un meilleur climat politique » (*Ibid.*)

Ces appels sont entendus, et les opposants les plus farouches à l'EPRDF et au fédéralisme ethno-national saluent les discours prononcés et les espoirs suscités, que ce soit depuis les États-Unis¹⁷ ou depuis l'Éthiopie. Qui aurait pu imaginer les jeunes opposants poster sur leur page Facebook des photos du nouveau héros national, produit de l'EPRDF, le Dr. Abiy ?

Abiy ne s'en tient pas aux discours et offre des gages pour que cet appel au calme puisse se réaliser : l'état d'urgence est levé rapidement par le Parlement, les prisonniers sont libérés, les restrictions sur les réseaux sociaux et les sites d'opposition sont levées¹⁸, le gouvernement va jusqu'à condamner les actions violentes et extrajudiciaires, les tortures répétées, et annonce la fermeture de la tristement célèbre prison de Maekelawi. Notons que ce mouvement de libération de prisonniers avait été initié en décembre 2017 à la

17. La lettre ouverte du Prof. Haile Mariam, enseignant aux États-Unis, est en ce sens significative, « My Personal Letter to Prime Minister Abiy Ahmed of Ethiopia », <http://cyberethiopia.com>, consulté le 11 avril 2018.

18. Le nouveau gouvernement annonce cette levée sur 264 sites, dont les chaînes d'information en ligne basées aux États-Unis comme ESAT (la chaîne de *Ginbot 7*) et OMN (le media dirigé par Jawar Mohamed, activiste Oromo).

suite du congrès de l'EPRDF¹⁹ : 7000 prisonniers avaient déjà été libérés, ainsi que Merera Gudina, l'un des chefs de l'opposition oromo modérée. Mais Abiy poursuit ce mouvement et l'amplifie : Bekele Gerba, autre symbole de la lutte oromo (aussi modéré), est également libéré, de même qu'une autre icône, cette fois de la lutte pan-éthiopienne, le célèbre Andargachew Tsege²⁰. Dr. Abiy *tweete*, et on le voit désormais aux côtés d'Andargachew ou de la juge Bertukan Mideksa, autre symbole de l'opposition multinationale emprisonnée au lendemain des élections de 2005 (Coalition for Unity and Democracy, dont faisait partie Berhanu Nega) puis en 2010-2011 (comme présidente du parti Unity for Democracy and Justice). Enfin, Abiy poursuit la décriminalisation de la vie politique en retirant des listes des organisations terroristes les groupes comme l'Oromo Liberation Front et Ginbot 7 de Berhanu Nega²¹.

Ce mouvement discursif pourrait annoncer la fin de la « démocratie révolutionnaire » qui a constitué jusque-là le fond idéologique du régime EPRDF²². Cette capacité à jouer sur les différents niveaux de nationalisme et de mobilisation tout en annonçant l'avènement de la démocratie n'est pas sans rappeler les ressorts des discours populistes capables de s'adresser aux différentes tendances de la société à travers un discours englobant, dynamique et bien mis en scène²³. Cette stratégie de la porte ouverte s'avère néanmoins payante à court terme : personne n'aurait cru il y a quelques mois encore que le régime organiserait en septembre 2018 le retour au pays des deux groupes les plus représentatifs de la lutte contre l'EPRDF : l'Oromo Liberation Front et Ginbot 7. Dawud Ibsa et des milliers de membres de l'OLF sont désormais en Éthiopie²⁴ où les drapeaux de l'OLF flottent, de même que Berhanu Nega et ses membres revenus d'Érythrée où ils préparaient il y a quelques mois encore la lutte armée depuis des camps situés en Érythrée.

19. Voir Jason Mosley, Oxford Analytica, *Ethiopia's new premier will face similar challenges*, 28 mars 2018.

20. Co-fondateur et secrétaire général de Ginbot 7. Citoyen britannique. Condamné par contumace à la peine capitale, livré par les autorités yéménite à Addis-Abeba alors qu'il était en transit au Yémen en direction de l'Érythrée. Il passe 4 ans en prison avant d'être relâché le 29 mai 2018.

21. <https://www.tesfanews.net/ethiopia-drops-charges-berhanu-nega-jawar-mohammed-esat-omn/> "New Ethiopia Gov't drops charges against Berhanu Nega, Jawar Mohammed, ESAT and OMN", Addis Standart, 29 May 2018.

22. Voir Jean-Nicolas Bach, "Abyotawi democracy: neither revolutionary nor democratic. A critical review of EPRDF's conception of revolutionary democracy in post-1991 Ethiopia", *Journal of Eastern African Studies*, Vol. 5, Issue 4, December 2011, pp. 641-663.

23. Voir par exemple sur le continent les cas de la Zambie et du Sénégal, Danielle Resnick *Urban Poverty and Party Populism in African Democracies* - Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

24. « Hundreds of thousands in Ethiopia welcome once-banned group », *The Washington Post*, Elias Messerret, 15 September 2018, https://www.washingtonpost.com/world/africa/hundreds-of-thousands-in-ethiopia-welcome-once-banned-group/2018/09/15/eb93d1b4-b8ca-11e8-ae4f-2c1439c96d79_story.html?noredirect=on&utm_term=.29387f2a216d

Ces succès initiaux et le retour des opposants ont engendré une situation tout à fait inédite dans un pays qui semblait politiquement au point mort et sans perspective en mars dernier. La vie politique reprend et l'on se demande quels types de réalignement vont pouvoir se dessiner avec encore les partis restés en Éthiopie (Semayawi, UDJ, Meihad, Medrek notamment) dans la perspective des élections de 2020. Il semblerait qu'une partie de cette branche multinationale (pan-éthiopienne) négocie avec pour objectif la création d'un nouveau parti qui naîtrait principalement de la fusion de Semayawi (Blue Party) et Ginbot 7. L'enjeu est de taille pour le nouveau Premier ministre lui-même, qui devra résoudre le paradoxe intrinsèque à ses initiatives, à savoir : d'une part sauver la machine politique EPRDF de l'explosion en se l'appropriant pour gouverner, d'autre part se débarrasser de sa culture politique pour permettre une véritable ouverture d'ici 2020. Tout reste ici à faire. L'abandon annoncé de la « démocratie révolutionnaire », au grand dam de la vieille garde du TPLF²⁵, est un signe qui semble aller dans le bon sens. Et pour appuyer sa popularité, Abiy pourra également compter sur ses grands succès diplomatiques.

Le Dr. Abiy a frappé un grand coup en politique extérieure en annonçant presque immédiatement son intérêt pour la reprise des relations avec le régime érythréen d'Isayas Afeworki, le respect des accords d'Alger signés en 2000 (mettant fin à la guerre de 1998-2000), et l'application sans condition de la décision de la commission indépendante frontalière des Nations unies (2002). Cette décision avait jusque-là été bloquée de fait par Mélès Zénawi qui acceptait officiellement la proposition de délimitation (sur la carte) mais refusait la démarcation (bornage) de la frontière sur le terrain. L'annonce de la visite de Abiy Ahmed à Asmara puis celle d'Isayas à Addis-Abeba sonnent comme de véritables coups de tonnerre médiatiques (même si l'initiative avait été engagée par le Premier ministre précédent) et est très bien accueillie par la population. La visite historique du président érythréen à Addis-Abeba le 14 juillet a déplacé des milliers de personnes depuis l'aéroport jusqu'au palais du Premier ministre. Les images retransmises à la télévision éthiopiennes montrent à quel point une telle initiative était attendue et a été bien reçue.

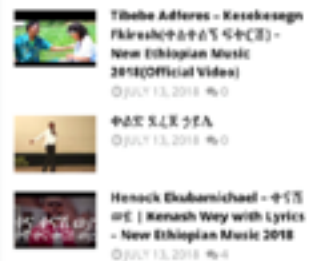
25. Voir le communiqué du TPLF daté du 13 juin 2018 émis à la suite de une réunion extraordinaire du comité exécutif du TPLF du 10-13 juin. Ce communiqué est révélateur d'un parti qui a peur et qui met aussi en garde le nouveau Premier ministre. Le TPLF déclare ainsi accepter les mesures lancées par Abiy Ahmed, tout en condamnant ses méthodes. Le communiqué dénonce notamment l'absence de vote au Conseil de l'EPRDF pour valider ces politiques. Notons également dans ce communiqué l'ancrage permanent des « vétérans » dans un discours guerrier, rappelant ses martyrs (contrairement au discours de « paix » et d'« amour » d'Abiy), et défendant l'héritage de la « démocratie révolutionnaire ».

Watch ETV Live. Watch Live Ethiopian TV former ETV and EBC Live on AddisVideo

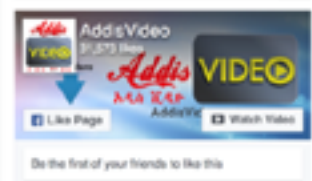
ESAT TV Live | VOA Amharic Live
EBC LIVE 2nd Link



LIVE Streaming from AddisVideo



LIKE ADDISVIDEO ON FACEBOOK



ETHIOPIAN MOVIES



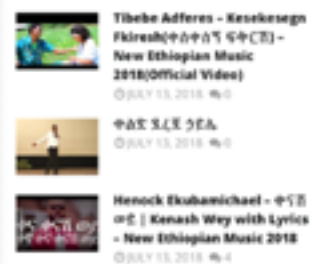
Le Premier ministre éthiopien accueillant le président érythéen, Isayas Afeworki
Captures d'écran de la retransmission en direct par Ethiopian Broadcast Corporation, 14 juillet 2018

Watch ETV Live. Watch Live Ethiopian TV former ETV and EBC Live on AddisVideo

ESAT TV Live | VOA Amharic Live
EBC LIVE 2nd Link



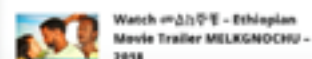
message from Anbalem Aragie
JULY 14, 2018



LIKE ADDISVIDEO ON FACEBOOK



ETHIOPIAN MOVIES



Captures d'écran de la retransmission en direct du convoi Dr. Abiy-Isayas Afeworki

Dix-huit ans après la fin du conflit non résolu entre les deux pays, les vols ont repris entre Addis-Abeba et Asmara, les communications privées ont été rétablies, et les axes routiers ont rouvert. Les échanges semblent avoir repris entre les deux pays, et les circulations se multiplient de part et d'autre de la frontière. Ces circulations humaines et commerciales se font néanmoins pour l'instant de façon spontanée, puisque malgré l'accord de paix définitif du 16 septembre, signé à Djeddah par les deux dirigeants, les termes des nouvelles relations restent indéfinis. La méfiance et les suspicions entre les deux ne seront pas levées du jour au lendemain et l'on attend encore en ce sens des mesures relatives aux causes profondes de la guerre entre les deux pays dans les années 1990, à savoir, notamment, les conditions de l'utilisation des ports érythréens, et le taux de change entre les deux monnaies nationales.

Notons que la détente entre l'Érythrée et l'Éthiopie doit être envisagée dans un contexte régional particulier. Les intérêts internationaux n'ont cessé de croître dans la Corne de l'Afrique, liés à la fois à des facteurs structurels (nouvelle « route de la soie » chinoise, intérêts croissants des pays du Golfe, de la Turquie, arrivée du nouvel acteur russe) et conjoncturels (guerre au Yémen, crise du Qatar, ruée internationale sur le contrôle des ports de la région)²⁶. La présence internationale dans la région s'est notamment traduite par les investissements émiratis en Érythrée et en Somalie, et chinois en Éthiopie et à Djibouti, principal port d'accès à la mer Rouge de l'Éthiopie. Enclavée dans la Corne de l'Afrique, cette dernière en prise avec ses conflits internes avait perdu l'initiative diplomatique dans la région²⁷. En reprenant l'initiative, le Premier ministre éthiopien entend revenir dans le jeu régional, incité sans doute par les partenaires internationaux concurrents mais dont l'intérêt commun reste la stabilité régionale. Les Émirats arabes unis ont semble-t-il joué un rôle important dans ce rapprochement Érythrée-Éthiopie, en s'engageant en juin à injecter 1 milliard de dollars dans le système bancaire éthiopien et promettant 2 milliards d'investissement à venir en Éthiopie²⁸. En s'imposant comme *hegemon*, l'Éthiopie pourrait prétendre assurer à nouveau son rôle de capitale africaine tout en redéployant ses ambitions sur les ports de Berbera,

26. On relira la note de Roland Marchal, *Mutations géopolitiques et rivalités d'États : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe*, Observatoire de l'Afrique de l'Est, Note n°4, mars 2018.

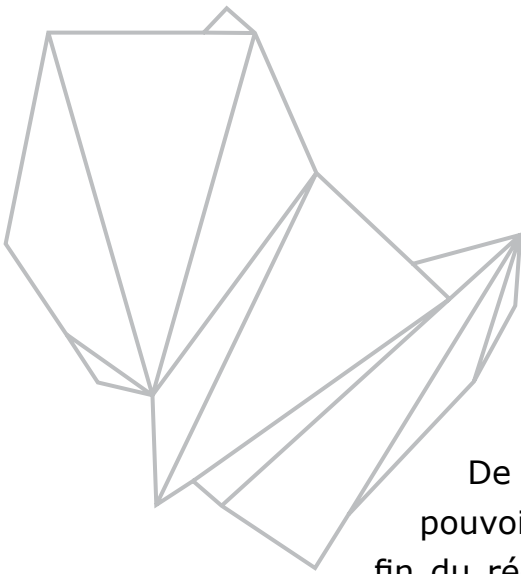
27. Sur l'idée d'hégémonie appliquée à l'Éthiopie dans la Corne de l'Afrique, voir Jan Záhoík, « Ethiopia's Hegemony in the Horn of Africa : Internal Tensions and External Challenges Before and After Meles Zenawi », *Journal of Middle East and Africa*, 5, 2014, pp. 23-38 » ; Sonia Le Gouriellec, « Regional power and contested hierarchy : Ethiopia, an 'imperfect hegemon' in the Horn of Africa », *International Affairs*, 94 :5, 2018, pp. 1059-1075.

28. Source : Fana Broadcasting Corporate Website, 15 juin, citée par Michael Woldemariam, "Can Ethiopia Reforms Succeed ? What Abiy Plans Mean for the Country and the Region", *Foreign Affairs*, 10 September 2018, <https://www.foreignaffairs.com/articles/east-africa/2018-09-10/can-ethiopias-reforms-succeed>.

Suakin (où une concession a été signée en janvier 2018 par Khartoum et le gouvernement turc) et les ports érythréens (les EAU sont présents militairement à Assab d'où ils décollent pour mener la guerre au Yémen et à Berbera au Somaliland).

Ces avancées pour la paix sont donc aussi celles d'un régime qui ne peut pas se permettre d'être isolé dans la région et dont l'économie profondément affectée par les dernières années de crise a grandement besoin du soutien de ses alliés émiratis, chinois, saoudiens et américains. La survie du régime éthiopien, autrement dit, passe aussi par une paix durable avec le voisin érythréen.

La rapidité surprenante de ces « réformes » et la nature salvatrice de l'« Abiymania » en général peuvent cependant être interprétées non pas comme une révolution ou une transformation en profondeur, impulsée à l'intérieur de la coalition au pouvoir par les jeunes réformistes de l'OPDO et de l'ANDM, mais comme des gestes ou des manipulations pour tenter de sauver in extremis un régime dont les pratiques n'étaient plus tenables. Dès lors, le mouvement impulsé par Abiy Ahmed depuis mars 2018 relèverait moins d'une « transition démocratique » que d'un populisme improvisé visant à sauver le régime.



Des mesures populistes improvisées pour assurer la survie du régime ?

De nombreux observateurs ont vu dans l'arrivée au pouvoir et les politiques d'ouverture d'Abiy Ahmed la fin du régime fondé et incarné par Méléès Zénawi voilà près de trois décennies. On pourrait toutefois considérer que la « transition » démocratique que semble promouvoir le nouveau Premier ministre s'inscrit au contraire dans la continuité de l'action de l'architecte du régime, à travers une ouverture progressive prévue *in fine* – au moins formellement – par Méléès lui-même, et donc en rupture non pas avec son projet autoritaire de l'État développemental, mais avec la parenthèse de son enlèvement sous le règne de son dauphin controversé, Hailemariam Desalegn (2012-2018). Aussi séduisantes soient-elles, ces deux interprétations dominantes ne questionnent sans doute pas assez les acteurs et la nature de cette trame réformiste inédite, dont l'objectif implicite consiste d'abord à répondre à l'urgente nécessité d'enrayer les mobilisations sociales croissantes, de disqualifier des caciques de l'EPRDF et les divisions internes à la tête du régime qui menacent à très court terme sa survie.

Mises en scène d'une réforme en trompe-l'œil

Au-delà des discours enflammés du nouveau Premier ministre, le renouvellement rapide du personnel politique de l'EPRDF observé ces derniers mois reflète moins le triomphe des jeunes réformistes sur l'ancienne garde des *hardliners* historiques du régime que l'assurance d'un retrait paisible de celle-ci dans la prospérité et l'impunité, voire la postérité des figures emblématiques de la coalition au pouvoir, proches de Méléès Zénawi.

En effet, loin de manifester la volonté de rendre des comptes sur les exactions commises par le passé, ce renouvellement très relatif des élites politiques se caractérise d'abord par une mise à l'abri discrète et durable des caciques

ou des aînés de l'EPRDF – issus de la même génération que Mélès Zénawi –, à travers des départs à la retraite et des reclassements socio-économiques ou institutionnels exécutés en douceur et souvent très gratifiants, que ce soit dans les ambassades éthiopiennes ou dans les comités d'administration d'entreprises à forte rétribution, loin des boxes des accusés des tribunaux du pays.

En outre, bien qu'en rupture avec la remobilisation étatique et la fuite en avant autoritaire décrétées par l'administration de Hailemariam Desalegn pour répondre aux soulèvements populaires généralisés de ces dernières années²⁹, la version mise à jour du récit de l'État développemental promue par le nouveau gouvernement d'Abiy Ahmed et l'opposition qu'elle incarnerait avec les doctrines stato-nationales interventionnistes politico-économiques et sécuritaires historiques de l'EPRDF restent peu convaincantes. Vagues et souvent peu clairs, les argumentaires officiels censés prouver que la démocratisation et la libéralisation de l'économie ne s'opposeraient pas au modèle de l'État développemental laissent perplexes, tout comme le fait qu'elles seraient le signe de la réussite ou de la maturité du régime³⁰, alors qu'on y verrait plus volontiers celui de sa faillite, révélée au grand jour par les mobilisations sociales croissantes initiées en 2015 (voir la troisième partie de cette Note).

Au recyclage peu convaincant de la doctrine de l'État développemental déjà souligné par différents experts, s'ajoute là encore le renouvellement très limité et relatif des positions clé des principales institutions économiques du pays, illustré par les changements de postes à la tête de la Banque nationale éthiopienne en juin 2018 où le nouveau gouverneur, Yenager Dessie – remplaçant Teklewolde Atnasu, nommé directeur de l'Ethiopian Development Research Institute –, n'est autre qu'un ancien commissaire en charge ces dernières années de l'élaboration des Growth Transformation Plans, dont les lacunes et le manque d'efficacité ont été pourtant dénoncés à plusieurs reprises par le nouveau Premier ministre lui-même.

De plus, l'équipe entourant Abiy Ahmed depuis sa prise de fonction à la Primature ne reflète pas vraiment l'émergence de jeunes frondeurs au sein de l'OPDO au cours des dernières années. Au contraire, Fitsum Arega (chef du

29. Voir la Note 2 de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est, août 2017.

30. Voir notamment les extraits de la communication de Getachew Reda, ancien *Communications Minister* du gouvernement de Hailemariam Desalegn, à l'Université de Mekelle début juin 2018 dans l'édition du 7 juin 2018 du journal très pro-gouvernemental *Ethiopian Herald* (<http://allafrica.com/stories/201806070530.html>).

cabinet du nouveau Premier ministre), Arkebe Oqubay (conseiller spécial du Premier ministre pour le développement) ou encore Ahmed Shide (ministre de la Communication) sont loin d'être de nouvelles têtes opposées aux élites de l'EPRDF et encore moins des figures nées de la contestation ou rébellion au sein de l'OPDO à la suite des troubles suscités par les remaniements du Master Plan dans la Zone spéciale autour d'Addis-Abeba³¹. Rappelons notamment que Fitsum Areba Gebretsadik, proche du TPLF et relais très actif – *via* son compte Twitter – des activités d'Abiy Ahmed depuis avril 2018, faisait déjà partie du Cabinet de Hailemariam Desalegn et a occupé ces dernières années les postes de directeur de l'Addis Ababa Trade & Industry Bureau, puis de l'Addis Ababa Investment Agency, avant d'être nommé en 2013 directeur général de la puissante Ethiopian Investment Agency.

Ces écarts entre les dynamiques de réformes promues formellement par Abiy Ahmed et le renouvellement des personnels politiques et positions institutionnelles extrêmement relatif poussent à interroger la véracité factuelle de la « transition » vantée depuis avril 2018. L'éditorial de la version hebdomadaire en anglais du journal *Addis Fortune* du 11 août souligne à juste titre l'exagération des discours enflammés sur l'« élection », ou plutôt la nomination du nouveau Premier ministre par seulement 170 individus au sein du Comité central de l'EPRDF et la communication verrouillée qui a entouré les délibérations et la nomination d'Abiy Ahmed au Parlement fédéral.

La véracité du récit entretenu de la mutation autant spectaculaire qu'inattendue de l'OPDO semble à son tour fort questionnable. *A priori*, celle-ci pourrait être considérée comme une bonne nouvelle, l'OPDO étant le parti de l'Oromiya, la Région constituant la majorité numérique et socio-économique historiquement marginalisée et revendicatrice de la République fédérale et démocratique d'Éthiopie (FDRE), perçue comme une sorte de baromètre ou symbole médiatique de son déficit et/ou de sa quête démocratique. Cependant, la mise au ban en douceur ou *soft purge*³² de ses cadres ne suffit pas à expliquer le retournement d'image de l'organisation la moins populaire de l'EPRDF en premier parti d'opposition, d'autant plus en l'absence d'une équipe ou d'un mouvement réformateur structuré identifiable, hormis le duo sauveur Abiy Ahmed-Lemma Megersa, dont la relation intime ou filiation directe

31. Voir notamment "Ethiopia: The speed at which Abiy Ahmed takes things has begun to unnerve many", article publié en ligne le 16 juin 2018 par *Addis Fortune*, <https://addisfortune.net/columns/the-speed-at-which-abiy-ahmed-takes-things-has-begun-to-unnerve-many/>.

32. Lefort, 21 août 2018

avec les appareils sécuritaires – et leur renouvellement également très limité – laisse plutôt sceptique³³.

Bien que peu pratiquée par les observateurs nationaux et internationaux (voire étouffée ou sacralisée par le raz-de-marée de l'« Abiymania »), la relecture critique du parcours « exemplaire » du nouveau Premier Ministre éthiopien soulève pourtant un certain nombre d'interrogations. Celles-ci apparaissent notamment dans les emphases, non-dits et réécritures ou mises en scène les plus flagrantes de ses origines familiales, de son engagement militant de la première heure au sein de l'EPRDF et, plus récemment, de son rôle moteur dans l'émancipation des jeunes réformateurs de l'OPDO, opposés à l'éviction par les autorités fédérales des terres de la Région oromo autour d'Addis-Abeba.

En effet, dans les programmes radiophoniques, les documents publiés en ligne et ses propres discours, Abiy Ahmed est régulièrement présenté comme le fils d'une famille de pauvres paysans oromo musulmans autochtones, établis près du petit village de Bashasha dans les campagnes reculées de la région de Jimma. Si, comme toute caricature, ce récit sur ses origines – qu'il n'hésite pas à rappeler dans ses discours – n'est pas complètement faux, il demeure néanmoins très partiel et cultive des accents populistes.

Bashasha est un marché actif de ces riches campagnes entourant des villes de Jimma et d'Agaro, connues pour leurs cultures caféières. Comme son père, Abiy est le fils d'une mère chrétienne, originaire de la région centrale éthiopienne du Shëwa³⁴. Historiquement, ces mariages entre des musulmans oromo de la région de Jimma et des chrétiennes oromo « amharisées » de l'ancien Royaume du Shäwa (centre politique majeur de l'Éthiopie contemporaine) étaient au cœur de l'émergence de familles de notables, agents ou médiateurs locaux. A l'époque impériale, ils étaient souvent associés aux titulaires d'administrateurs terriens locaux (*balabat* en amharique), impliqués à la fois dans l'administration musulmane oromo « autochtone » et celle chrétienne orthodoxe des « colons » (*nefteniya*).

33. En mai dernier, le Général Samora Yunus, jusqu'alors à la tête des *Ethiopian National Defence Forces* (ENDF) est en effet remplacé par le Général Seare Mekonnen, ancien bras droit de celui-ci et proche comme lui du TPLF. En juin, Getachew Assefa est officiellement remplacé par le Général Adem Mohammed à la tête du National Intelligence and Security Service (NISS) – avant de diriger l'Armée de l'air éthiopienne pendant deux années, le Général Adem fut longtemps le chef de la sécurité dans la Région Amhara et le bras droit d'Addisu Legese, puissant leader historique de l'ANDM, puis directeur de l'*EPRDF Cadre Training Center*.

34. Abiy Ahmed Ali est le fils Tezeta Wolde, la quatrième femme de son père, une chrétienne orthodoxe originaire de Burayu dans la région du Shëwa, près d'Addis-Abeba.

L'engagement militant d'Abiy reposerait sur le fait que révolté par la mort de son frère, il s'engage dès l'adolescence dans la rébellion menée par l'OPDO contre le régime militaire socialiste du Derg en 1991. Pourtant, il semblerait plutôt que cette même année, il rejoigne l'appareil militaire naissant de l'EPRDF pour s'opposer ou échapper à l'OLF. En effet, le district d'Agaro (dans lequel se trouve Bashasha) est à cette époque libéré du Derg et administré par l'OLF, qui y jouit d'une forte popularité. Il y a cependant des tensions, notamment à l'égard des familles assimilées aux intermédiaires locaux de l'Ancien Régime, comme celle d'Abiy. Son père et son frère aîné sont emprisonnés et ce dernier est vraisemblablement tué lors de sa détention par des administrateurs locaux de l'OLF³⁵.

Quant à l'implication fondatrice d'Abiy dans la fronde des jeunes héros réformateurs de l'OPDO, elle achoppe à nouveau sur l'émergence d'une introuvable ou inexistantes équipe soudée de fonctionnaires régionaux s'organisant pour s'opposer au nouveau Master Plan d'Addis-Abeba, transférant l'administration des terres oromo situées dans la zone spéciale entourant la capitale du pays aux autorités fédérales qui la contrôlent.

En revanche dans les faits, les nominations successives d'Abiy Ahmed (en 2016 à la direction de l'Oromiya Urban Development and Planning Office, puis en 2017 de celle du Secrétariat de l'OPDO et de l'Oromiya Housing and Urban Development Office, en plus de son titre de Deputy President of Oromiya Region) relèvent surtout du parcours d'un cadre du régime au sein des différents postes clé à la tête de l'administration de la Région oromo, dont l'attribution est contrôlée par les autorités fédérales ou centrales de l'EPRDF. N'oublions pas non plus que jusqu'à ce qu'il devienne Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie en avril 2018, Abiy Ahmed avait été pendant plusieurs années membre des comités d'administration de plusieurs entreprises étatiques renommées, comme Ethio-Telecom ou Ethiopian Television, privilège accordé traditionnellement aux collaborateurs les plus importants et dévoués de l'EPRDF.

35. Au début des années 1990, c'est-à-dire avant et après la chute du Derg, la présence de l'OPDO en général dans le pays et en particulier dans cette région était très anecdotique, malgré les efforts du TPLF de développer ce parti qu'il créa de toute pièce en mars 1990 et d'accroître son influence régionale, notamment par la création de radios (comme celle dans laquelle Abiy, alors adolescent, était engagé à Agaro) et de formations musicales (comme *Biftu Oromyia*, dont ses amis étaient membres à Agaro). Voir T.Zitelman, « Violence, pouvoir symbolique et mode de représentation des Oromo », *Politique africaine*, n° 50, juin 1993 et l'article de Dawit Endeshaw « The rise of Abiy « Abiyot' Ahmed », *The Ethiopian Reporter*, 31 mars 2018.

Inversement, la nature des rares individus associés à l'ascension politique régionale puis fédérale d'Abiy sont pour le moins troublantes, notamment le tandem qu'il forme avec Lemma Megersa, Président de la Région Oromo, dont le CV atteste d'étonnantes similitudes avec celui du jeune nouveau Premier ministre éthiopien. Tous les deux sont en effet des purs produits des services de sécurité dirigés officiellement jusque ces derniers mois par Getachew Assefa, Lemma Megersa ayant été le chef de la sécurité dans la Région Oromo pour près de dix années et la carrière d'Abiy lui-même restant largement ancrée dans l'appareil du NISS et, plus largement, au sein de l'influente Information National Security Agency (INSA), très proche du TPLF et spécialisée dans le renseignement et la surveillance des communications.

En effet, après avoir obtenu en 2005 son post-graduate certificate en cryptographie à Pretoria, en Afrique du Sud, et retrouvé son poste pendant deux ans dans la division intelligence et communications de l'armée éthiopienne, Abiy Ahmed cofonde et devient le directeur adjoint de l'INSA en 2007, puis directeur par intérim de 2008 à 2010. Officiellement créée pour « améliorer les dispositifs d'information pour accompagner la mise en place des programmes de paix, de démocratisation, de bonne gouvernance et de développement dans le pays », l'INSA doit plus officieusement son existence de la volonté du régime de renforcer les services de renseignement du NISS, de l'armée et de la police fédérale dans la gestion et la surveillance des communications téléphoniques (téléphones et internet)³⁶. Surtout, la création de cette agence de renseignement placée sous l'autorité exclusive du Premier ministre s'insère dans la stratégie du gouvernement éthiopien de légitimer la répression des opposants et la surveillance étendue de la population, pour garantir la protection et la stabilité du pays qui conditionnent le développement réussi du pays :

“As the EPRDF closed avenues of popular protest and forcefully consolidated power, however, it began an ambitious project to legitimize these measures and weave them into a more coherent strategy. Initiatives such as the Anti-Terrorism Proclamation (2009), and the Telecom Fraud Offences Proclamation (2012), drafted by the Information Network Security Agency (INSA), Ethiopia's equivalent the

36. Voir Human Rights Watch, « *They know everything we do* ». *Telecom and Internet Surveillance in Ethiopia*, March 2014, p.29 (rapport disponible sur le site de l'ONG, www.hrw.org): “INSA (is) a relatively new yet increasingly powerful branch of the security apparatus, (...) established to “ensure the security of information and information infrastructure to facilitate their use for the implementation of the country's peace, democratization, good governance and development programs.” (citation tirée du document officiel intitulé *Pursuant to Regulation 250-1011, Information Network Security Agency Re-establishment Council of Ministers Regulation*).

US National Security Agency (NSA), emerged as central components of this process. A new discourse hailing security and stability as fundamental ingredients of Ethiopia's path towards development started to be articulated more widely and visibly."³⁷

L'ensemble de ces éléments laisse à penser que l'émergence des figures salvatrices de Lemma Megersa à la tête de la « fronde » de l'OPDO, suivie de la nomination d'Abiy Ahmed aux postes de *chairperson* de l'EPRDF et de Premier ministre de la RFDE seraient davantage une opération de communication orchestrée par les services de sécurité afin d'offrir une issue de secours, ou un désengagement bricolé de la dernière chance pour sauver un régime empêtré dans ses contradictions, incapable d'empêcher la chute d'un pays économiquement, politiquement et socialement au bord du gouffre³⁸.

Comme par le passé après la mort de Méléès lors de la nomination de Hailemariam, les services de sécurité et de renseignement éthiopiens (ENDF et surtout NISS-INSA) ont largement œuvré à la nécessaire entente des factions de l'EPDRF, mais cette fois dans un contexte d'urgence socio-économique et politique jamais égalé, en orchestrant cette stratégie de sauvetage « populaire » – ou plutôt populiste –, interprétée par le duo Lemma Megersa-Abiy Ahmed.

Cette stratégie s'est probablement inspirée des événements initiés en 2014 autour de la Zone spéciale entourant Addis-Abeba, alors épicerie des mobilisations croissantes de ces dernières années et, plus particulièrement, de la rapidité avec laquelle se sont développées les rumeurs très populaires de dissensions croissantes au sein de l'OPDO, alimentées par le cafouillage médiatique sur les plateaux d'Oromiya TV en mai 2014. Bien que plus fantasmées qu'avérées³⁹, ces rumeurs de fronde au cœur du parti officiel oromo du Front EPRDF auraient vraisemblablement été perçues comme le moyen d'offrir une instrumentalisation inespérée pour sauver le régime, en fomentant cette

37. Iginio Gagliardone, "New media and the developmental state in Ethiopia", *African Affairs*, 2014, p.16.

38. Si des personnalités comme Lemma Megersa se sont illustrées par leurs prises de position critiques au Parlement et sur les réseaux sociaux à l'égard des abus du gouvernement fédéral, notamment depuis l'été 2017, leurs intentions réelles restent questionnables. En effet, comment expliquer qu'à la fin décembre 2017, lorsque le Premier ministre Hailemariam fut sommé par les députés – alors en grève – de présenter les explications du gouvernement sur les violences meurtrières commises dans le Wällo, ce même Lemma Megersa apparaisse à la tribune aux côtés de l'ancien Premier ministre (et non dans l'hémicycle) pour convaincre les membres du Parlement de reprendre leurs activités et de soutenir les réformes en cours du gouvernement ? Voir Hassen Hussein, "Ethiopia: Oromo and Amhara MPs boycott Parliament as winds of change and a bitterpower struggle reaches legislature", *OPride*, 22 December 2018, <https://www.opride.com/2017/12/22/ethiopia-oromo-amhara-mps-boycott-parliament/>.

39. Voir Jeanne Aisserge, *op. cit.*

soi-disant « transition démocratique historique » sur la base d'une opposition légale aux abus des autorités fédérales, fédérant et guidées par les gouvernements « réformistes » régionaux oromo et amhara.

De la figure emblématique du Premier ministre Abiy Ahmed à la nomination d'agents des services de sécurité et de renseignement à la tête d'entreprises ou d'institutions publiques⁴⁰, la « transition » observée depuis mars/avril 2018 semble révéler la montée en puissance du duo NISS-INSA au cœur de l'administration du pays et une coopération renouvelée avec le partenaire états-unien.

Le recours américain

En association avec les services sécuritaires et militaires éthiopiens, l'opération de sauvetage menée par Abiy Ahmed semble avoir également rapidement impliqué certains gouvernements partenaires du régime éthiopien, en particulier les autorités américaines, très présentes dans les mois qui ont précédé et suivi la nomination du nouveau Premier ministre. Les diplomates américains semblent attirés comme d'autres investisseurs étrangers et les États-Unis ne sont pas insensibles au potentiel économique que représente le géant éthiopien. Soutenir l'« ouverture » portée par le nouveau Premier ministre satisfait aussi leur stratégie de récupération des ex-alliés du bloc communiste depuis le début des années 1990.

Le rôle des États-Unis dans cette « transition démocratique historique » paraît néanmoins limité, indirect et circonstanciel. Contrairement aux rumeurs d'un *soft coup* mené par l'administration Trump⁴¹, il semblerait que face à l'ampleur des mouvements de contestation des trois dernières années, le modèle d'ouverture maîtrisée du régime prôné depuis longtemps par la diplomatie américaine se soit présenté comme un recours salutaire opportun, pour efficacement appuyer ce desserrement autoritaire ambivalent et sauver la coalition gouvernementale de l'EPRDF – que les États-Unis n'ont finalement jamais cessé de soutenir depuis près de trois décennies⁴².

40. Ce sont notamment les nominations récentes de Takele Uma, *Deputy Mayor d'Addis-Abeba* (ancien maire de Sululta et de Holeta, intimement lié aux services de sécurité de la Région Oromo) ou Dr Abraham Belay, *CEO Ethiopian Electric Power* (ancien directeur du Cyber Technology Engineering Institute/INSA).

41. Voir l'interview de Nicholas Barnett, porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis à Addis-Abeba, publiée dans *The Ethiopian Herald*, le 3 août 2018 (<https://allafrica.com/stories/201808030387.html>).

42. Sur les enjeux de la démocratisation pour les groupes révolutionnaires ou insurrectionnels comme l'EPRDF, arrivés au pouvoir au début des années 1990, voir C. Clapham, 2010, "The Challenge of Democracy in Ethiopia", *Whitehall Papers*, Vol. 62, n° 1, pp.71-82, accessible en ligne (<http://dx.doi.org/10.1080/02681300408523026>).

L'implication des autorités américaines a suivi deux phases successives complémentaires, d'abord de condamnation ostensible des dérives de l'administration de Hailemariam Desalegn, puis une seconde, plus discrète à la visibilité progressive. L'intervention des Etats-Unis s'est, dans un premier temps, manifestée fin 2017, à l'apogée des mobilisations sociales de ces deux dernières années, avec le passage de la motion du Sénat américain condamnant officiellement leur répression brutale par le régime⁴³.

à partir du début de l'année 2018, la seconde phase de soutien est marquée par l'effervescence diplomatique américaine auprès du régime éthiopien menée plus discrètement par Donald Yamamoto, ancien ambassadeur des États-Unis en Éthiopie (2007-2013) et figure incontournable du Bureau of African Affairs de l'US State Department, très actif en amont et lors de la venue à Addis-Abeba début mars de Rex Tillerson, alors à la tête de la diplomatie de l'administration Trump. A cette occasion, différents observateurs rapportent avec insistance que les conversations en aparté avec les autorités éthiopiennes auraient permis la finalisation d'un *deal* de l'« ouverture », en échange du plein soutien politique et économique des Américains et de leurs partenaires institutionnels (comme la Banque mondiale). Les diplomates américains auraient en outre insisté pour qu'Abiy Ahmed soit la figure centrale de cette « transition », en tant que Premier ministre.

Ce soutien de plus en plus affiché s'est notamment manifesté par une série de prises de position publiques, affirmant sans ambiguïté le soutien répété des institutions états-uniennes : que ce soit dans les *tweets* du Président Trump, dans la prompte proposition de collaboration du FBI après qu'une grenade a été lancée lors du rassemblement sur la place Mesqal le 23 juin 2018, ou encore à travers les déclarations et interviews répétées dans les médias de l'ambassade des États-Unis à Addis-Abeba⁴⁴. L'appui américain passe également par l'implication active du cabinet MacKenzie dans l'élaboration du programme de privatisation, le soutien affiché de fondations pour le développement⁴⁵ ou encore les formations offertes par le Pointman Leadership Insti-

43. Le 10 avril 2018 est voté au Congrès la *House Resolution 128*. Elle commence ainsi : « Whereas the Federal Democratic Republic of Ethiopia has been an ally of the United States and a partner in the War on Terrorism, as well as a contributor to international peacekeeping... »

44. Voir notamment l'interview de l'actuel Ambassadeur des États-Unis en Éthiopie, Mike Raynor (fonctionnaire expérimenté proche de Donald Yamamoto au Bureau of African Affairs, où il occupa diverses positions clé et dont il fut le directeur exécutif en 2013 et 2014), publiée en ligne par *Addis Standard* le 2 juillet 2018 (<https://addisstandard.com/the-interview-there-are-going-to-be-people-who-are-going-to-embrace-this-change-and-people-who-are-going-to-resist-it-mike-raynor-us-ambassador-to-ethiopia/>).

45. Voir en particulier l'article très flatteur intitulé « Inclusion and Co-existence are Critical in Ethiopia – PM Abiy Ahmed », publié en ligne le 18 octobre 2018 (<https://allafrica.com/stories/201810180629.html>) par Dr Greg Mills, directeur de la *Brenthurst Foundation*, basée à Johannesburg et spécialisée dans l'amélioration des performances économiques et le financement des politiques de développement en Afrique.

tute (PLI) aux parlementaires éthiopiens en juillet 2018, afin de consolider la « transition démocratique » et la « bonne gouvernance ».

La mobilisation de cet institut et la participation très médiatique du célèbre pasteur Daniel Gebresellasié est d'ailleurs très révélatrice des ambivalences de l'icône « réformiste » et « salvatrice » du nouveau Premier ministre éthiopien.⁴⁶ Fondé aux États-Unis dans les années 1990, le PLI regroupe des experts ou intervenants, essentiellement issus des appareils militaires et policiers de différents pays proches des États-Unis, qui dispensent des formations plurielles aux corps policiers, judiciaires et autres institutions étatiques ou organisations civiles – notamment religieuses – dans les États de l'ancien bloc soviétique⁴⁷. Au-delà de la promotion des valeurs et pratiques libérales occidentales, les « modes opératoires plus démocratiques » exposés dans ces formations proposent à ces gouvernements « alliés » de renforcer leurs dispositifs sécuritaires et d'améliorer leurs capacités à maintenir l'ordre social, en mobilisant les solidarités ethniques et patrimoines culturels des communautés locales.

Depuis une dizaine d'années, l'émergence de ce *leadership* ethnoculturel s'inscrit dans le prolongement ou l'adaptation civile des modèles contre-insurrectionnels développés par l'armée américaine à partir de 2006, pour répondre à l'époque aux déboires de l'Administration Bush en Irak :

“Rather than train local police in US-style tactics, (...) imitate ‘the enemy’s capabilities and seek to supplant the insurgent’s role’. (...) ‘Most societies include opinion-makers – local leaders, religious figures, media personalities, and others... [whose] influence often follows a single narrative – a simple, unifying, easily expressed story or explanation that organizes people’s experience... Undercutting their influence requires exploiting an alternative narrative’”⁴⁸.

46. Le pasteur Daniel Gebresellasié est le président fondateur du *Justice for All-Prison Fellowship Ethiopia* (JFA-PFE), une ONG très proche de l'ambassade des États-Unis à Addis-Abeba (voir les câbles diplomatiques de 2007 révélés par Wikileaks) impliquée dans la réconciliation nationale en Éthiopie et la libération des prisonniers politiques, comme Tamrat Layneh ou les têtes de liste de la CUD (Haylu Shawel, Berhanu Nega, Birtukan Mideksa, etc.), emprisonnées suite aux élections controversées de 2005 et 2010 (voir <https://ecadforum.com/2011/09/22/the-evidence-of-widespread-torture-the-pastor-the-elder-the-witness-the-man-of-god/>).

47. Voir le site en ligne du PLI, rubrique « on Pointman Leadership Institute » (<http://pliglobal.com/>) et le discours de l'ambassadeur américain, Mike Raynor, en introduction du séminaire sur la bonne gouvernance offert par le PLI aux parlementaires éthiopiens en juillet 2018 (<https://et.usembassy.gov/keynote-speech-by-ambassador-michael-raynor-at-good-governance-workshop-for-members-of-the-ethiopian-parliament/>).

48. Roberto J. Gonzalez' article, “Towards mercenary anthropology? The new US Army counterinsurgency manual FM 3-24 and the military-anthropology complex”, *Anthropology Today*, June 2007, Vol. 23, n° 3: 14-19. See also the original publication of David Kilcullen, Lieutenant Colonel, Australian Army, 2006 “Twenty-Eight Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency”, *Iosphere*, Joint Information Operation Center: 29-35.

Cependant, c'est l'Administration Obama à travers le *Young African Leaders Initiative* qui a eu le plus recours à ces instituts comme le PLI, spécialisés dans la formation des jeunes cadres et futurs dirigeants, pour compléter les dispositifs militaires classiques de coopération internationale dans le cadre de la lutte antiterroriste.⁴⁹ L'engagement du précédent Président des États-Unis sur ces thématiques sécuritaires était d'ailleurs au cœur de sa visite en Éthiopie en juillet 2015 :

"Obama has repeatedly expressed his administration's keen interest in learning from Ethiopia's counterterrorism (CT) efforts and its counterinsurgency (COIN) strategy (...) to gradually weaken violent extremism by engraining anti-insurgency into the very local cultural attributes and (...) build(ing) close-knit neighbourhood associations that provide community-based peace and security with effective oversight by the state (...), mak(ing) it very difficult for both foreign and domestic extremist groups to establish themselves and operate clandestinely within communities"⁵⁰.

De son antenne de Pretoria en Afrique du Sud à ses relais dans la capitale éthiopienne (l'International Leadership Institute et le Peace and Security Institute (PSI)), les ancrages géographiques du PLI correspondent de façon surprenante aux trajectoires des formations professionnelles d'Abiy Ahmed. C'est aussi le cas des principaux concepts et approches, associant la promotion des valeurs générales de liberté ou de développement à d'autres plus spécifiques au *leadership* de demain, mobilisant « capital social » et « pratiques culturelles indigènes » pour garantir l'ordre et la sécurité. Ces associations apparaissent clairement dans le titre de la thèse de doctorat d'Abiy au PSI de l'Université d'Addis-Ababa, "Social Capital and its Role in Traditional Conflict Resolution in Ethiopia: The Case of Inter-Religious Conflict in Jimma Zone State" ou celui de son article publié dans *l'Horn of Africa Bulletin* sur les stratégies de désescalade et d'endiguement des extrémismes violents⁵¹.

49. Sur la coopération éthio-américaine, voir "Ethiopia: Growing Ethio-US Diplomatic Relation", *The Ethiopian Herald*, 25 août 2016, (<https://allafrica.com/stories/201608260923.html>) ; sur Obama et le *Young African Leaders Initiative* "aim(ing) to strengthen US-Africa partnerships by investing in the next generation of entrepreneurs, educators, activists and innovators", voir Hassen Hussein, 2015, "What exactly is Obama's Africa legacy?", *Al-Jazeera America*, <http://alj.am/zrlt>.

50. Mehari Taddele Maru, "The secret of Ethiopia's counterterrorism success", publication en ligne d'*Al-Jazeera*, 31 juillet 2015, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/07/secret-ethiopia-counterterrorism-success-150728112317438.html>.

51. Dr. Abiy Ahmed, 2017, "Countering Violent Extremism through Social Capital: Anecdote from Jimma, Ethiopia", *Horn Of Africa Bulletin*, n° 29 (4), Life & Peace Institute, Uppsala, Sweden: pp. 12-17.

Ces articulations conceptuelles sont également explicites dans les conférences parrainées par le pasteur Gebresellasié, en particulier lors de l'United Nations Alliance of Civilization Forum organisé à Hawassa en décembre 2017, quelques mois avant la démission du gouvernement d'Hailemariam Desalegn⁵². Elles sont encore manifestes depuis avril 2018 dans les discours du nouveau Premier ministre, promouvant à la fois le respect des grands principes des démocraties libérales occidentales et celui des spécificités « indigènes », propres aux « traditions ethno-nationales », afin d'assurer la mobilisation des populations locales et le maintien de la paix sociale nécessaires au développement du pays⁵³.

Inspiré par l'allié américain et sa longue coopération avec le régime de l'EPRDF, ce *leadership* « réformiste » culturaliste et sécuritaire qui structure les discours d'Abiy semble mettre en scène les différentes déclinaisons de la réconciliation nationale, le principe au cœur de la doctrine prônée et incarnée par le nouveau Premier ministre :

"The first principle (of the reform process) is reconciliation, closing down the chapter of the past misgivings and mistakes and thinking forward for change and a brighter tomorrow. The other is unity (*medemer*) which enables us solve every problem we are facing and maintain the prosperity for the country."⁵⁴

Les discours prononcés en public par Abiy donnent vie à un héros fédérateur et messianique, dont les qualités individuelles, le parcours de vie et la mission de réconciliation nationale présentent de fortes similitudes avec les récits bibliques et coraniques retraçant la vie de Moïse, notamment après avoir réussi à libérer son peuple du joug du Pharaon :

"The biblical story portrays this process dramatically, describing it as wandering in the desert through the course of which Moses was chosen

52. "Pastor Gebreselassie, (...) in his keynote address expressed the significance of developing culture of dialogue between the people and the ruling government. (...) to improve understanding and cooperative relations among nations and peoples across cultures and religions, and to help counter the forces that fuel polarization and extremism.", extrait de l'article "Building peace values and values of coexistence with love and respect", publié début 2018 dans *JFA-PFE 2017 Year Book*, Addis Ababa, Central Printing Press, pp.41-43.

53. Voir l'allocution d'Abiy Ahmed au Congrès de l'OPDO en septembre 2018 à Jimma, marquée par son appel insistant à la reformation du *Gadaa*, le système d'organisation politique « traditionnel » oromo, afin de soutenir les efforts de son administration pour endiguer le développement d'extrémismes religieux ou anarchiques, opposés à la réforme en cours (<http://ayyaantuu.org/oromo-peoples-democratic-organization-opdo-kicked-off-its-9th-organizational-congress/>).

54. Brook Abdu, "EPRDF's Congress in Spotlight", *The Ethiopian Reporter*, 6 October 2018, p.13. Notons que les différentes significations du terme réconciliation ou *reconciliation* en anglais (résolution, pacification, apaisement, concorde, réunion, réunification, rectification, ajustement, harmonisation, etc.) apparaissent dans les déclinaisons du principe de réconciliation au cœur de la réforme promue dans les discours d'Abiy Ahmed.

by the people to serve as judge and mediator between individuals in conflict, which implies making demanding moral judgments about what is right and wrong. In a striking similarity, "it came to pass on the morrow" that, soon after his debut as prime minister, PM Abiy begins to serve as judge and mediator between conflicting value claims, armed to the teeth with two of his most remarkable maxims—the maxim that only love can redeem us, and that we shall perish as individuals should we fail to converge as fellow citizens (*medemer*)"⁵⁵.

Dès lors, les discours tous azimuts et (un peu trop) fédérateurs d'Abiy Ahmed serviraient surtout à forger et alimenter l'image de l'icône érudite et salvatrice, voire prophétique, du nouveau Premier ministre « réformiste ». Néanmoins, en privilégiant l'apparence au contenu et en s'accaparant, non sans ambiguïté, les doléances populaires et critiques des opposants, ces discours démagogiques masquent mal leur vacuité et la navigation à vue, plus formelle que concrète, de la nouvelle administration sur les questions d'actualité, en évitant d'aborder trop frontalement et trop en détails les priorités socio-économiques et politiques du moment⁵⁶.

Enfin, derrière cet ornement séducteur saturant volontairement les médias, le dispositif propre aux discours du nouveau Premier ministre ressemble à s'y méprendre à celui traditionnellement mobilisé par les caciques de l'EPRDF. En effet, dans la continuité des interventions publiques de Mélécs Zénawi ou de la voix *off* des programmes de la télévision nationale éthiopienne, les discours d'Abiy Ahmed sont presque toujours des monologues diffusés en boucle par les médias pro-gouvernementaux et sans véritable débat contradictoire (une seule et unique voix, celle du régime). L'occupation quotidienne de l'espace médiatique permet de capturer l'attention du public et de discréditer les points de vue critiques ou non conformes, en les associant systématiquement aux « ennemis » des réformes, « dissimulant leur véritable objectif de déstabilisation »⁵⁷. Plus de six mois après sa nomination, le Premier ministre n'a

55. Keadu Mekonnen, "The New Era of Transformation in Ethiopia and the Elephant in the Room", *Addis Standard*, 5 September 2018, <https://addisstandard.com/opinion-the-new-era-of-transformation-in-ethiopia-and-the-elephant-in-the-room/>.

56. Comme le notre Yohannes Gedamu, politologue spécialiste de l'Éthiopie au Georgia Gwinnett College : "Abiy has been very quiet when it comes to making sure that peace and security reigns. He just talks about the need for reconciliation without actually making sure he uses some practical method of stopping the violence" ("Ethiopia: Talk of Peace Fails to Quell Ethnic Clashes", *Deutsche Welle*, 24 September 2018, <https://allafrica.com/stories/201809250052.html>).

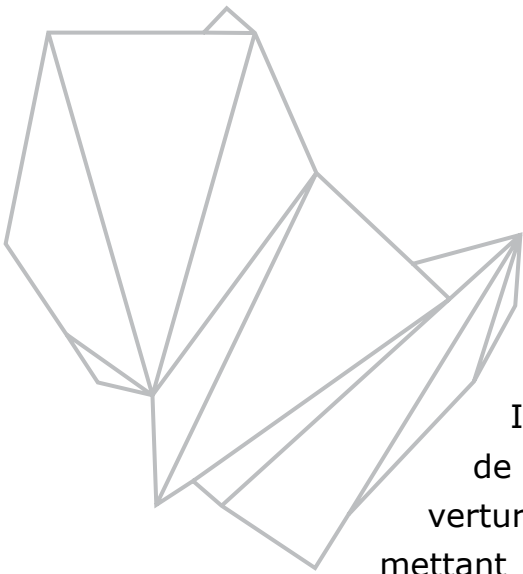
57. Voir notamment les déclarations d'Abiy Ahmed lors du 9^e Congrès de l'OPDO à Jimma en septembre 2018 : "Some talk about unity with us in the morning only to plot in the evening on how to destroy the country. (...) These Oromo who work with the enemy will be considered as the enemy" (*The Ethiopian Reporter*, 22 September 2018, p.29)

d'ailleurs accepté de répondre aux questions très encadrées des journalistes qu'à l'occasion de la seule et unique conférence de presse qu'il a donnée fin août 2018⁵⁸.

Derrière l'« Abiymania », la réforme incarnée par le nouveau Premier ministre se limite donc en réalité à un desserrement autoritaire teinté de populisme. Issus pour beaucoup des appareils militaires, sécuritaires et partisans de l'EPRDF, les agents et le projet de reformation qu'ils défendent sont conservateurs, leur objectif principal et implicite étant d'assurer la survie d'un régime menacé d'écroulement imminent. Imposée et improvisée dans les circonstances des mobilisations sociales croissantes depuis 2014/2015, cette mise en scène de l'icône tantôt biblique miraculeuse et salutaire d'Abiy Ahmed, tantôt présenté comme le Mandela éthiopien, souhaite incarner dans la précipitation l'héritier messianique (jusque-là introuvable) de Mélès Zénawi et ainsi la succession légitime triomphante de l'EPRDF qu'il a fondé au début des années 1990.

L'agitation médiatique se poursuit autour du nouveau Premier ministre, figure de la « transition démocratique » annoncée. Toutefois, elle ne pourra longtemps dissimuler les enjeux de l'ouverture politique du régime et celui de l'économie nationale au système monde, sur lesquels le manque de préparation et les contradictions de la coalition au pouvoir risquent d'alimenter doutes, incertitudes et mobilisations sociales croissantes à moyen ou à court terme.

58. "The format (of PM Abiy Ahmed's first press conference) did not allow any follow-up questions, underlining how poorly the conference was organized, or rather how restrictive it was" (Kebour Ghenna, "Trouble Ahead", *Capital*, 2 September 2018, p.3).



Des incertitudes croissantes et des défis de taille

Il sera difficile pour le nouveau Premier ministre de faire face au défi majeur que constitue l'ouverture du pays, car le dispositif discursif populiste mettant en scène l'icône salvatrice du Dr. Abiy Ahmed n'a pas vocation à résoudre les problèmes politiques et socio-économiques qui menacent la stabilité du pays à très court terme. Pire, ses discours et ses mesures souvent improvisées semblent au contraire nourrir des inquiétudes croissantes sur une improbable résolution de la crise à moins de deux ans des élections de mai 2020, à travers le développement entropique de la confusion, de l'impunité et d'un esprit de revanche explosif, dont les violences aveugles perpétrées par des milices populaires toujours plus incontrôlables alourdissent jour après jour le nombre de victimes aux quatre coins du pays.

Une diplomatie de la précipitation

Dans le prolongement des discours populistes d'Abiy Ahmed, la précipitation et les mises en scène médiatiques qui ont caractérisé les réconciliations entre le régime éthiopien et ceux qui étaient il y a quelques mois étiquetés par celui-ci comme les pires individus et groupes « terroristes », soutenus en sous-main par « des puissances étrangères » (Égypte et Érythrée généralement), nourrissent des incertitudes croissantes sur leur pérennité, en raison de leur nature souvent improvisée. L'impressionnant rapprochement avec l'Érythrée est sans doute le cas le plus emblématique. Derrière les images marquantes des rencontres entre Isayas Afeworki et Abiy Ahmed, d'importantes interrogations subsistent sur la nature et la solidité de ce processus de réconciliation éclair. L'émotion entretenue par ces images poignantes, diffusées en boucle sur la télévision d'État éthiopienne, des foules en liesse et des retrouvailles émouvantes entre les familles déchirées par deux décennies d'hostilités, n'ont pas pour autant dissipé les inquiétudes et les malaises autour de la capacité,

voire la volonté d'ouverture de la dictature érythréenne. Comme en politique intérieure, l'ouverture et l'apaisement n'ont pas encore donné à voir des mesures concrètes qui permettraient de saisir la ligne formelle de résolution des conflits qui avaient conduit au conflit de 1998-2000.

En effet, hormis les déclarations de celui que l'on appelle aujourd'hui à Addis-Abeba le « Président Isayas » aux côtés du Premier ministre éthiopien et des premiers envoyés des chancelleries occidentales, aucune mesure concrète n'a été prise sur le sort des nombreux prisonniers politiques, l'imbroglio foncier et les rancœurs autour des populations transfrontalières (comme les Irob), les appréhensions des réfugiés érythréens en Éthiopie ou en Israël face à leur possible « rapatriement » sans garantie, ou encore les tensions régionales avec Djibouti, à la suite des annonces elles-aussi éclairées de la reprise des vols d'Ethiopian Airlines vers Asmara, accompagnée d'offres touristiques alléchantes, et de l'ouverture des ports érythréens d'Assab et de Massawa au nouveau partenaire éthiopien⁵⁹. Ainsi, si ces questions sensibles, pourtant au cœur d'une paix durable entre les deux anciens frères ennemis restent en suspens et sont (volontairement ?) oblitérées par l'agitation médiatico-diplomatique, les avancées concrètes de ce rapprochement semblent satisfaire d'abord (ou uniquement ?) les intérêts vitaux communs à la fois économiques et politiques de deux régimes autoritaires au bord de l'asphyxie. On peut en ce sens s'attendre à une poursuite des échanges informels, d'autant que cette ouverture vers le Nord profitera aux cadres tigrayens repliés sur leur région dans le Nord (on constate depuis le début de l'année un mouvement de « retour » significatif de Tigrayens depuis Addis-Abeba ou d'autres régions éthiopiennes).

Plus préoccupante, l'explosion en moins d'une année du nombre de déplacés internes en Éthiopie – estimé à près de trois millions par les agences onusiennes – évoque même le sentiment d'une situation hors de contrôle. De fortes inquiétudes perdurent notamment sur le sort d'au moins un million de réfugiés oromo, ayant fui la Région Somali depuis l'automne 2017 et la poursuite des exactions dévastatrices, tout au long de l'année 2018, de la tristement célèbre Liyu Police (les forces paramilitaires somali éthiopiennes) sous le contrôle exclusif d'Abdi Mohammed Omar, mieux connu sous le nom d'Abdi Illey, le Président de la Région Somali, indissociables de la gestion pour

59. Voir Abraham T. Zere, "The Peace Deal with Ethiopia has not changed Afwerki's Eritrea", *Al-Jazeera*, 12 October 2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/peace-deal-ethiopia-changed-afwerki-eritrea-181010171517226.html>.

le moins obscure et incertaine par le gouvernement fédéral du sort de celui-ci. Sa démission forcée de la Présidence de la Région Somali le 6 août 2018 s'est déroulée dans un contexte de violences meurtrières dans la capitale régionale, Jigjiga, ainsi que dans des zones voisines de Dire Dawa et de l'Eastern Hararge (Région Oromo), et une intervention de l'armée éthiopienne ponctuée de négociations avec les autorités fédérales particulièrement floues. Au cours du mois d'août, les mises en scènes maladroites et peu convaincantes de l'arrestation d'Abdi Illey⁶⁰ ont alimenté les suspicions sur la capacité du gouvernement fédéral à neutraliser cet agent créé par le régime et devenu incontrôlable⁶¹, n'hésitant pas à faire pression sur les autorités fédérales en envoyant sa loyale Liyu Police semer le chaos dans le pays – comme il le fit notamment dans différentes zones de la Région Oromo le 13 août 2018, à Gara Mulata dans l'Eastern Hararge ou encore à Shashamene dans le Bale, avec un bilan total de plus de quatre-vingt Oromo tués⁶².

Loin d'apaiser les tensions régionales sur sa succession, la nomination par le gouvernement fédéral d'Ahmed Shide à la tête du parti somali, le Somali People Democratic Party (SPDM), membre de la coalition de l'EPRDF, et surtout celle de Mustapha Umar à la Présidence de la Région Somali jusqu'aux élections régionales et fédérales de mai 2020 (et ce en contradiction avec la Constitution fédérale éthiopienne, ce parti n'étant plus membre du SPDM depuis plusieurs années) ont été interprétées comme le signe de la poursuite de l'autoritarisme du gouvernement fédéral et son mépris pour le droit des populations de la Région Somali à élire leurs dirigeants régionaux, renforçant ainsi les frustrations de nombreux acteurs politiques somali – notamment au sein de l'Ogaden National Liberation Front (ONLF), récemment reconnu comme une formation légale par Abiy Ahmed.

60. Sa « première » incarcération est annoncée quelques jours après son éviction à la tête du gouvernement de la Région somali et son retour dans un hélicoptère de l'armée à Addis-Abeba ; puis, sa « seconde » arrestation a lieu le 26 août, relayée par les images très formellement encadrées de la télévision éthiopienne où l'on voit la police fédérale l'accompagner vers sa voiture, au domicile de l'une de ses épouses dans la capitale, après la levée officielle de son immunité parlementaire et de celle de quelques-uns de ses proches collaborateurs. Loin de susciter le triomphe d'une justice étatique qui se fait attendre désespérément, l'ambiguïté de sa première « arrestation » et les mises en scène appuyées de la seconde ont ainsi largement nourri les rumeurs sur son impunité.

61. L'accession au pouvoir d'Abdi Illey dans la Région somali en 2010 a été permise par son parrainage par des généraux de l'appareil militaire de l'EPRDF pour endiguer la progression des groupes « rebelles » somali de l'Ogaden et à Mogadiscio.

62. Voir la tribune de la directrice régionale de *Human Right Watch* (East Africa and the Horn) publiée en ligne le 16 août 2018 : "Ethiopia: Violence, a Concern Despite Reform Promises: Government Should Address Killings in Somali and Oromia Regions" (<https://menafn.com/1097302745/Ethiopia-Violence-A-Concern-Despite-Reform-Promises#>).

Injustices, violences et déplacés internes

Enfin, les incertitudes croissantes sur le devenir des réfugiés oromo de la Région Somali ont été accentuées par les heurts dramatiques survenus le 14 août 2018 dans le camp d'accueil de la ville d'Adama (Nazareth), à la suite des provocations instiguées par un groupe d'individus identifiés comme des Guragué chrétiens orthodoxes, contestant les privilèges dont jouiraient ces populations déplacées majoritairement musulmanes dans ce camp d'accueil. L'incendie de plusieurs maisonnettes habitées par ces réfugiés internes et le saccage de la mosquée improvisée du camp par ce groupe de chrétiens guragué engendrèrent la colère des paysans oromo – eux aussi majoritairement musulmans – qui, munis de leurs serpes ou bêches agricoles, investirent à leur tour une église orthodoxe associée arbitrairement au groupe d'assailants, entraînant des combats ayant fait au moins deux morts et des dizaines de blessés.

L'explosion du nombre de déplacés internes dans le pays est également lié à la multiplication des conflits violents non seulement dans la Région Somali, mais aussi dans la Région Oromo (avec l'expulsion de plusieurs familles amhara dans les zones du Wälläga à l'ouest et, surtout, près d'un million de populations gedéo évincées de leurs terres par les groupes oromo guji au sud), ainsi que dans la Région des Peuples, Nations et Nationalités du Sud (avec des conflits entre groupes sidama et wolayta aux abords de la capitale régionale d'Hawasa, ou encore ceux entre groupes qebena et silt'e dans les zones guragé).

La multiplication de ces conflits violents régionaux s'inscrit dans le prolongement du nombre exponentiel des déplacés internes et la concentration des problèmes politiques et socio-économiques qui affectent lourdement les populations éthiopiennes depuis plus de deux décennies et l'incapacité des autorités étatiques à y répondre. Malgré une courte accalmie, ces violences ont été exacerbées dans les mois qui ont suivi l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, d'abord parce que celui-ci ne s'est pas employé en priorité et à juguler les injustices foncières, les inégalités socio-économiques, les bas salaires, le chômage, les faibles perspectives d'ascension sociale ou encore l'inefficacité et la corruption des administrations locales, régionales et fédérales qui avaient largement contribué aux mouvements sociaux de 2014/2015. Ensuite, parce que les discours populistes du nouveau Premier ministre et les mesures officielles ou officieuses prises ses derniers mois ont largement contribué à jeter

de l'huile sur le feu et à exacerber ces formes de violences dans les régions éthiopiennes.

Dans la ligne des nouvelles formes de *leadership* et des stratégies contre-insurrectionnelles, privilégiant le « capital social » ou les modèles « culturels traditionnels indigènes », qui ont marqué la formation intellectuelle du jeune Premier ministre éthiopien, le traitement des tensions et conflits menaçant la viabilité de la FDRE est passée par les célèbres emphases des discours d'Abiy Ahmed sur l'« amour » entre compatriotes pour sauvegarder l'« unité » nationale et, plus concrètement, par le recours aux mécanismes « autochtones » de justice « coutumière » (*cf. supra* première partie). Théoriquement, la mobilisation des fameux *elders*, ou « vieux sages », devait permettre de résoudre ces conflits au sein de la « communauté » sans recourir aux tribunaux étatiques (souvent disqualifiés pour leur manque d'indépendance et leur corruption notoires aux yeux des populations locales).

Qu'il s'agisse de conflits régionaux (oromo-somali, oromo-amhara, guji-gedeo, etc.) ou plus locaux (entre populations sidama-wolayta, qebena-silt'e, gurgura-issa etc.), les recours très médiatisés à ces *elder committees* se sont certes parfois soldés par des succès relatifs ou temporaires, mais surtout par des échecs à moyen terme. Les raisons de ces expérimentations peu fructueuses sur le terrain reposent d'abord sur l'usure de la mobilisation très populiste de ces résolutions par les *elders* promouvant des modèles simplistes, voire dangereux, de justice ethno-centrée. Car ces *elders* instrumentalisés par l'EPRDF ces dernières décennies se trouvent bien souvent incapables d'adresser la complexité des conflits à résoudre.

De plus, la rhétorique culturaliste simplificatrice ainsi encouragée par le dispositif populiste d'Abiy Ahmed est alimentée par la diffusion inquiétante de *fake news* et de théories du complot, notamment autour des rumeurs sur les tentatives d'assassinat dont seraient victime le nouveau Premier ministre (comme le jet de la grenade incendiaire lors du grand rassemblement de Meskal Square en juin ou son empoisonnement à l'arrivée de l'Abuna Mekerios à Addis-Abeba), par « ceux qui en sous-main ne souhaitent pas les réformes », bien qu'ils ne soient jamais nommés explicitement⁶³. Ces mises en

63. L'éditorial du journal éthiopien *Capital* du 5 août 2018 questionne "the vague usage of labels to describe destructive elements (...), groups that do not conform to the popular narrative, leading to their demonization (...)" (that) then normalises the use of force against those perceived to be perpetrators" (Vol.19, n° .953, p.26). Voir notamment les déclarations d'Abiy Ahmed lors de son unique conférence de presse fin août 2018 : "There are no member parties of the EPRDF that stand against the reform but there are individuals who do not accept the reform because they want to continue the statuesque and some others that are retired and excluded from the current system are the ones who are becoming obstacles" (*Capital*, 26 August 2018, p.6).

scènes participent activement au sentiment de confusion générale et à l'exacerbation des formes de revanche aveugles ethno-fascistes tous azimuts⁶⁴, l'ouverture opportuniste hasardeuse de la boîte à Pandore des revendications des « nationalités » ethniques éthiopiennes réveillant les vieilles querelles réarticulées de façon trop hermétique et exclusive – de la haine contre les populations tigréennes associées indistinctement au TPLF, aux frustrations du remplacement de sa position autoritaire au sein de l'EPRDF par les « nouveaux » cadres de l'OPDO, ou encore les peurs historiques d'une domination de l'Éthiopie par les Oromo synonyme de zizanie et de chaos national.

La faillite de ces expérimentations culturelles est en outre aggravée par l'essor préoccupant des milices locales, dans le but très formel de renforcer la véracité de la « transition démocratique » d'Abiy Ahmed et d'un pouvoir populaire, en rupture avec le régime brutal de l'EPRDF du passé, loin des images des forces de l'ordre sanguinaires réprimant dans le sang les populations du pays. Ces groupes de jeunes miliciens formés parfois spontanément et se revendiquant dans la lignée de ceux qui firent basculer, ces dernières années, le gouvernement de Hailemariam Desalegn, semblent toutefois organisés et financés par les administrations régionales et fédérales du Premier ministre nommé en avril 2018.

En tentant de récupérer la popularité des groupes de rebelles Qeerroo ou Fanno qui émergent des soulèvements civils dans les régions oromo et amhara ce dernières années, l'EPRDF « réformé » d'Abiy Ahmed fragilise et discrédite dangereusement les tenants de l'Etat de droit, en favorisant l'émergence de « petits chefs locaux » ou bandits populistes – dont la plupart n'étaient pas impliqués dans les mobilisations sociales nationales et non violentes historiques de 2015-2018 –, aux activités mafieuses et punitives déjà incontrôlables, comme l'illustrent les heurts de plus en plus fréquents et sanglants dans les campagnes et les villes du pays, voire à Addis-Abeba et ses alentours lors du retour des représentants de l'OLF fin septembre 2018⁶⁵.

64. Voir notamment l'assassinat de 13 Somalis aux abords de la ville de Babile, près de Harar, le 28 août 2018, perpétré par un groupe de jeunes oromo souhaitant « venger » les massacres perpétrés le 13 août par la *Liyu Police* à Gara Mulata, dans cette même zone de l'Eastern Hararge.

65. Différentes sources étatiques et témoignages sur le terrain rapportent sans ambiguïté l'implication directe des structures administratives locales comme celles des districts (*qebele*) dans la constitution de milices s'accaparrant le nom de *Qeerroo*, en recrutant et en rémunérant des jeunes désœuvrés et souvent sans emploi dans des villes majeures comme Dire Dawa dans l'est du pays ou celles situées dans la périphérie d'Addis-Abeba – en particulier à Burayu, dans le cadre des violences meurtrières perpétrées par ces jeunes miliciens lors du retour en Éthiopie de Dawud Ibsa, le leader de l'OLF, fin septembre 2018. Voir notamment l'article publié en ligne par *Deutsche Welle*, "Ethiopia: Talk of Peace Fails to Quell Ethnic Clashes", 24 September 2018, (<https://allafrica.com/stories/201809250052.html>) : "The government claims the most recent clashes in Addis Ababa were stoked by disgruntled officials in the Oromia Region. But there have been persistent rumours that other forces were sent in to fuel the violence - namely so-called « agents of the state »."

Les défis de l'ouverture économique

Activée par la reformation conservatrice précipitée d'un régime acculé et qui ne semble déjà plus en mesure de la contenir, cette fièvre contagieuse et les violences croissantes qui l'accompagnent alimentent à leur tour les doutes croissants sur la capacité de l'administration d'Abiy Ahmed à relever les défis majeurs d'une ouverture elle aussi improvisée de l'Éthiopie à l'économie mondiale.

Annoncée dans les discours volontaires d'Abiy Ahmed et plusieurs fois reprise au fil de ses multiples rencontres et déplacements internationaux, l'ouverture de l'économie éthiopienne a indéniablement suscité l'engouement et même l'euphorie de nombreux experts et diplomates étrangers, avec la possibilité de développer massivement leurs investissements chez le géant d'Afrique de l'Est, le pays à la croissance annuelle du PIB vertigineuse. Les observateurs éthiopiens ont été souvent bien plus mesurés et réservés. Leurs commentaires relèvent souvent que cette ouverture n'a probablement pas été anticipée et préparée avec le recul nécessaire par l'EPRDF, dans un contexte national fragilisé par des impasses économiques et financières de plus en plus flagrantes⁶⁶.

Derrière l'impressionnant taux de croissance annuelle du PIB, de nombreux doutes subsistent sur les chiffres qui sont à prendre avec précaution et qui masquent mal des réalités socio-économiques peu encourageantes, marquées par un fort taux de chômage – notamment celui des jeunes –, un important déficit imposant de la balance commerciale ou encore un endettement croissant du pays. Les résultats généralement très décevants des plans quinquennaux censés encadrer le développement des secteurs agricoles et industriels révèlent les performances trop médiocres d'une économie nationale basée sur la capture étatique, l'incompétence et la corruption⁶⁷. Les investissements massifs réalisés au cours de la décennie par les entrepreneurs nationaux et étrangers pâtiennent lourdement des défaillances institutionnelles et infrastructurelles, à l'image de la nouvelle ligne de chemin de fer entre Djibouti et Addis-Abeba, du fiasco de la construction jamais finalisée des turbines du méga-barrage sur le Nil, le Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) ou

66. Voir par exemple Getachew T. Alemu, "Can EPRDF privatize Ethiopia out of the current economic conundrum? ", *Addis Standard*, 8 June 2018 (<https://addisstandard.com/analysis-can-eprdf-privatize-ethiopia-out-of-the-current-economic-conundrum/>).

67. Voir par exemple les témoignages des économistes éthiopiens exposés dans l'article d'Ashenafi Endale et Samson Berhane, "State Capture: The Rise of a Shadow Government", publié dans le magazine *Ethiopian Business Review*, n° 64, July 16 – August 15 2018, pp.13-19.

des usines sucrières confiées au puissant conglomérat militaire éthiopien, le Metal and Engineering Corporation (MeTEC)⁶⁸. Il s'agit aussi d'autres grands projets impliquant des compagnies chinoises, comme la nouvelle ligne ferroviaire reliant Addis-Abeba à Djibouti ou bien le renouvellement inappropriée de la flotte commerciale de l'Ethiopian Shipping Company. Ces défaillances, auxquelles s'ajoute la pénurie sévère de devises étrangères, poussent en outre des grandes entreprises éthiopiennes et internationales à interrompre ou menacer de cesser leurs activités, notamment dans le secteur de l'acier⁶⁹.

Ces derniers mois, les tentatives démagogiques peu convaincantes d'Abiy Ahmed de remédier à la pénurie de dollars et d'euros n'ont fait qu'accentuer les inquiétudes sur la capacité de son administration à résoudre ces problèmes majeurs qui accablent l'économie éthiopienne. En mobilisant la solidarité nationale et sa popularité personnelle, ses discours de juillet qui exhortaient les Ethiopiens à soutenir ses « réformes » en boycottant le marché noir et en déposant leurs devises à la banque ont eu un impact réel, mais trop limité et de courte durée. Face à ces résultats en demi-teinte, le Premier ministre a adopté en août un ton et une méthode cette fois bien plus menaçants et coercitifs, marqué par le recours aux forces de l'ordre avec l'arrestation à Addis-Abeba d'une quarantaine d'acheteurs/vendeurs de devises du marché parallèle et la fermeture des boutiques où ils exerçaient leurs activités dans le quartier du Stadium. Cependant, les effets escomptés de cette opération coup de poing n'ont été là encore que très relatifs, l'écart entre le taux de change officiel du dollar américain face au birr éthiopien se réduisant d'abord drastiquement, avant de se creuser à nouveau les semaines suivantes, à la suite de la reprise rapide des opérations devenues mobiles des agents de change du marché noir, sillonnant la ville à bord d'automobiles pour rencontrer leurs clients en toute discrétion.

Des discours de salut national aux pratiques coercitives d'apparat, l'efficacité discutable de ces actions populistes laisse à croire que leur objectif véritable n'était probablement pas de solutionner de façon durable la pénurie de devises en Éthiopie. Comme sous le mandat de son prédécesseur, l'incapacité de l'administration du nouveau Premier ministre de mettre en place des politiques « réformistes » pour pallier les faiblesses du système ban-

68. Voir les articles publiés par *Addis Fortune* ("MeTEC Undergoes Two-way Split", 2 September 2018, p.8) et *The Ethiopian Reporter* ("MeTEC to lay off workers", 8 September 2018, p.5).

69. Dans l'industrie métallurgique, citons la fermeture récente de *Kaluworks Ethiopia Plc* et les difficultés rencontrée par la compagnie sud-coréenne *Ekos* ("FOREX scarcity close to claiming another victim", *Capital*, 23 September 2018, p.6).

caire éthiopien et de la Banque nationale, continue de rendre indispensable l'existence du marché noir pour faire fonctionner l'économie du pays. Au-delà du contexte national, le show d'Abiy Ahmed consistait peut-être et surtout à montrer ostensiblement sa volonté d'asphyxier l'économie parallèle et de renforcer le contrôle de l'État sur les flux monétaires, afin de bénéficier de l'assistance financière internationale du FMI et de la Banque mondiale, d'attirer les investisseurs étrangers dans le cadre de la privatisation annoncée des grandes entreprises publiques éthiopiennes et de ce qui apparaît à court terme comme la nécessaire introduction d'opérateurs bancaires, probablement américains, en Éthiopie⁷⁰.

Sans nouvelle idéologie ni programme solide, si ce n'est répondre à la situation d'urgence financière et économique du pays, l'ouverture de l'économie nationale voulue par le Premier ministre « réformiste » éthiopien semble elle-aussi improvisée. Dans la continuité de la réforme en trompe-l'œil ou reformation précipitée du régime de l'EPRDF, menacé par trois années de mobilisations sociales, cette ouverture imposée par les circonstances sonne à nouveau un aveu de faiblesse de la coalition au pouvoir, la situation économique très précaire du pays révélant les échecs et les contradictions de ses pratiques du modèle développemental étatique centralisé et autoritaire fondé par Mélécs Zénawi. Loin d'être « a symbol of government's strong desire to materialize its vision of making the private sector an engine of economic growth »⁷¹ pour parachever la « transformation » triomphante de l'économie éthiopienne, le programme de privatisation prôné par l'administration d'Abiy Ahmed ressemble davantage à une réforme libérale précipitée aux allures de testament bancal de l'EPRDF, dissimulant mal un abandon des principes fondateurs du régime et une mise en vente à la va-vite des bijoux de famille pour cause de faillite financière et socio-économique imminente.

Ainsi, en dépit du volontarisme affiché par le Premier ministre éthiopien et du soutien pressant d'investisseurs séduits, la libéralisation rapide de l'économie nationale semble trop improvisée pour être en mesure de relever les défis majeurs qu'elle implique. Outre le risque de renforcer la mainmise des oligarques proches de l'EPRDF sur l'économie éthiopienne, les défis résident

70. Voir Abdur Rahman Alfa Shaban, "Ethiopia adjusts foreign exchange regulations: Here is what's new", *Africanews*, 30 August 2018 (<http://www.africanews.com/2018/08/30/ethiopia-adjusts-foreign-exchange-regulations-here-is-what-s-new/>). "World Bank to give Ethiopia \$1bn in budgetary assistance", *Al-Jazeera*, 25 August 2018 (<https://www.aljazeera.com/news/2018/08/world-bank-give-ethiopia-1bn-budgetary-assistance-pm-180825184317411.html>).

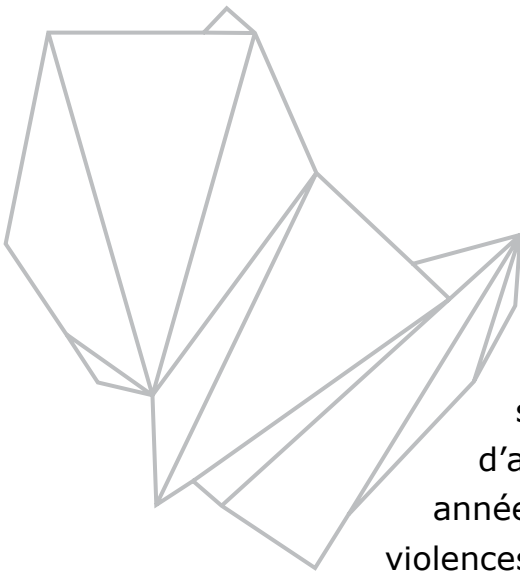
71. Extrait de l'article de Bilal Derso, "Ethiopia: Why Open-Up Strategic Enterprises Now?" dans le journal très pro-gouvernemental *Ethiopian Herald*, édition du 13 juin 2018 (<http://allafrica.com/stories/201806130178.html>).

aussi pour une large part dans sa nécessaire remise à niveau, afin d'assurer la compétitivité – ou plutôt la rentabilité – de l'économie nationale dans le système économique international.

Des rumeurs récurrentes courent selon lesquelles les organisations financières internationales et les acteurs bancaires américains conditionneraient leur engagement massif pour pallier la pénurie de dollars dans le pays à une dévaluation de près de 30% du birr éthiopien face au dollar américain (le taux de change d'un dollar américain pour quarante birrs correspondant selon eux à la véritable valeur de la monnaie éthiopienne). Le coût social de cette nouvelle dévaluation serait sans doute élevé en raison de l'inflation déjà prononcée en Éthiopie ces dernières années.

Hormis cette probable dévaluation et ses conséquences inflationnistes, l'ouverture accrue du secteur privé aux investisseurs étrangers risque de fragiliser la situation des travailleurs éthiopiens souvent peu qualifiés ou pâtissant de la faible qualité des formations académiques et professionnelles du système éducatif national, les rendant dès lors peu à même d'être compétitifs et donc de concourir sur le marché du travail international.

S'ajoute enfin le risque d'un endettement exponentiel de l'économie éthiopienne. Dans un contexte national marqué par une dette publique déjà préoccupante, la libéralisation de l'économie éthiopienne pourrait accélérer sa capture par les investisseurs étrangers ou/et sa mise sous tutelle en cas d'incapacité des acteurs économiques privés et publics de rembourser les prêts accumulés pour compenser les défaillances infrastructurelles et managériales prononcées qui sapent la compétitivité des entreprises éthiopiennes.



Conclusion

L'Éthiopie se trouve aujourd'hui dans une situation inédite pour au moins trois raisons : d'abord parce que le régime, affecté par plusieurs années de contestations populaires et un cycle de violences sans précédent depuis 1991, n'a jamais été aussi proche de l'effondrement. Ensuite, parce que cette crise est allée de pair avec une crise profonde à l'intérieur de l'EPRDF depuis l'arrivée au pouvoir de celui-ci en 1991, conduisant à la démission du Premier ministre Hailemariam Desalegn en février 2018, une première dans l'histoire du pays. Enfin, parce que l'ouverture politique et les discours d'apaisement du nouveau Premier ministre ont suscité des espoirs immenses en politique intérieure et extérieure, au point qu'on peut aujourd'hui envisager l'ère post-Meles en termes de *perestroïka*⁷². Il est néanmoins encore bien trop tôt pour qualifier la situation actuelle de transition ou de démocratisation et l'étude de l'évolution du régime depuis le printemps 2018 invite tout au plus à parler de desserrement autoritaire ou de décompression autoritaire. Les réformes politiques et économiques concrètes seront sans doute annoncées dans les mois à venir.

En dépit des espoirs réels, les défis restent néanmoins immenses. Les conflits meurtriers persistent, près de trois millions de déplacés doivent être pris en charge, et la situation économique et sociale au sens large demeure extrêmement préoccupante. De plus, les ouvertures politiques ont parfois libéré des tensions préexistantes ou accentué des tensions préexistantes, si bien que les alertes se multiplient quant à un scénario à la rwandaise qui viserait les Tigrayens auparavant privilégiés du régime. Que cette crainte soit fondée ou non, elle a déjà conduit de nombreux commerçants à quitter les régions ou la capitale pour se « réfugier » au Tigray dans le nord du pays⁷³.

72. Comme nous invitait à l'envisager Jan Záhorký en 2014, deux ans après la mort de Meles Zenawi dans « Ethiopia's Hegemony in the Horn of Africa : Internal Tensions and External Challenges Before and After Meles Zenawi », *Journal of Middle East and Africa*, 5, 2014, pp. 23-38.

73. Il est impossible pour le moment d'évaluer l'ampleur d'un tel mouvement.

La « réconciliation messianique » incarnée par le nouveau Premier ministre « réformiste » éthiopien s'inscrit dans une vague de populisme mondiale, autour de la promotion sous tous azimuts de la fausse nouvelle doctrine politique, du mythe du sauveur, du vieux récit de la renaissance monopolisé par la coalition au pouvoir et du modèle cette fois responsable, juste, démocratique et constitutionnel de l'État développemental. Cette rhétorique vise à masquer l'absence de programme et de solution pérenne face à la détérioration entropique socio-économique et politique du pays. Elle permet ainsi de gagner du temps pour réussir une sortie pacifique ou autoriser un retour en grâce des élites au pouvoir en marquant et occupant émotionnellement les esprits à l'intérieur du pays et, à l'extérieur, séduire les partenaires et les bailleurs de fonds internationaux.

L'année 2019 qui s'organisera largement dans la perspective des élections générales de 2020 sera déterminante quant au virage pris par l'EPRDF d'Abiy Ahmed. Le Premier ministre a pris un risque majeur en faisant revenir en Éthiopie les opposants armés (OLF et Ginbot 7 surtout). Malgré ses efforts pour s'imposer comme la principale force fédératrice sur le nouvel échiquier politique national, l'OPDO – rebaptisée Oromo Democratic Party (ODP) – se retrouvera probablement face à l'OLF dans les régions, d'autant que ce dernier semble plus tenté par des alliances avec les partis oromo de l'opposition, comme l'Oromo Federalist Congress de Bekele Gerba. La victoire d'Abiy Ahmed dépendra sans doute de la capacité qu'il aura d'ici-là d'apaiser les tensions, permettre la réinstallation des déplacés internes et une redistribution équitable des richesses. Il sera sans aucun doute soutenu par la communauté internationale pour ce faire.

L'EPRDF devra également faire face à une alliance en cours de construction entre Ginbot 7 et les partis de la « droite » et du « centre » éthiopien (Semayawi Party, EDPA notamment). Ceux-ci travaillent déjà à la construction d'un nouveau parti dans la perspective des élections générales et pourraient capitaliser, du moins en ville, sur le succès de 2005, la forte personnalité de Berhanu Nega (leader et fondateur de Ginbot 7) et du dynamisme du Semayawi Party depuis 2012 qui a réalisé un score significatif aux élections de 2015 (sans être élu néanmoins, l'EPRDF ayant remporté la totalité des sièges à la Chambre basse).

Le scénario pessimiste découlerait d'une conjonction de deux évolutions politiques majeures, à l'extérieur et à l'intérieur. A l'extérieur, l'échec de la normalisation des relations avec l'Érythrée et la fermeture de la frontière réduirait la capacité de négociation d'Abiy avec les Tigrayens influents se repliant sur le nord, ou effectuant des allers-retours entre Addis-Abeba et Mekelle. Ce scénario n'est pas à exclure en raison du caractère imprévisible d'Isayas Afeworki. A l'intérieur, tout affaiblissement d'Abiy laisse penser qu'il n'hésitera pas à resserrer le caractère autoritaire du régime en jouant facilement sur la persistance des conflits et le caractère exceptionnel de la situation. Le maintien d'un certain degré de violence permettra en effet à tout moment au Premier ministre de rediriger un discours contre les opposants redevenus « ennemis » de la paix et de l'amour, qu'il s'agira à nouveau d'enfermer puisqu'ils n'auront pas su profiter de la main généreusement tendue par Abiy. On pourrait alors s'attendre à une véritable explosion des tensions et à un accroissement des violences extrêmement inquiétantes, s'exerçant notamment suivant des lignes ethno-nationales.